

A l'appel de l'Unpef
**Les travailleurs de l'Education
en grève à partir d'aujourd'hui**

Page 4

Le ministre plaide pour une professionnalisation de la presse

**Hamid Grine rappelle les
contours du «cercle vertueux»**

Page 5

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3393 - Mardi 21 octobre 2014 - Prix : 10 DA

Le gouvernement prépare une méthode de gestion

**Une feuille de route
pour la prise en charge
des migrants africains**

Page 2



Visite de Sellal dans l'extrême sud du pays

Des frontières sécurisées, une priorité

Page 3

**Retour
au futur**

Par Mohamed Habili

En Irak c'est un sunnite ancien officier supérieur de l'armée de Saddam Hussein qui devient ministre de la Défense dans un pays en guerre, en l'occurrence contre l'Etat islamique, une organisation terroriste que l'armée irakienne ne pourrait vaincre à elle seule. De même qu'en Libye c'est un ancien officier de l'époque de Kaddafi qui dirige l'armée régulière, celle en tout cas qui relève du gouvernement de Tobrouk, et qui se bat pour arracher les grandes villes du pays à l'emprise des milices islamistes. En Egypte, le rétablissement de l'ordre d'avant «la révolution» est d'ores et déjà chose faite, avec toutefois cet inconvénient d'un terrorisme plus ample que ce n'était le cas sous l'ancien régime. Mais on peut compter sur l'armée égyptienne, la plus importante du monde arabe, pour venir à bout des groupes jihadistes, qui opèrent principalement dans le Sinaï, loin des grandes concentrations urbaines. En Tunisie, que beaucoup s'accordent à considérer comme une exception, en ce sens que la «révolution» n'y a pas dégénéré en guerre civile, et où un processus électoral a pu voir le jour, il faut là aussi compter avec les caciques de l'ancien régime, qui déjà se classent en deuxième position dans la perspective des prochaines législatives.

Suite en page 3

Le ministre de la Santé rassure après la psychose à In Guezzam

«Aucun cas d'Ebola en Algérie»

Lire page 2



Ph > D. R.

Le ministre a affirmé que l'Algérie n'a recensé, à ce jour, aucun cas d'Ebola sur son territoire, «tel que rapporté par certains titres de la presse nationale», a-t-il dit. «Le même dispositif mis en place pour la prévention du virus Ebola dans le nord du pays a été déployé dans le Sud», a ajouté M. Boudiaf. Provoquant un affolement inégalé parmi la population, la rumeur qui faisait état de l'arrestation aux frontières d'un ressortissant de l'Afrique de l'Ouest porteur du virus Ebola avait semé la panique dans la ville.

DJEZZY
Connect
WIFI

PROFITEZ DU MEILLEUR MODEM WIFI AU MEILLEUR PRIX



POUR
5500 DA TTC

Avec le nouveau modem Djeczy Connect Wifi, profitez du nouveau service internet avec Wifi.
Disponible dans nos Centres De Services Djeczy couverts par la 3G. Stock limité.
*La connexion peut être partagée avec un maximum de 10 personnes.

DJEZZY
جازي

مرحباً بالغد

www.djeczy.dz

- Le ministre de la Santé rassure après la psychose à In Guezzam -

«Aucun cas d'Ebola en Algérie»

■ Le ministre a affirmé que l'Algérie n'a recensé, à ce jour, aucun cas d'Ebola sur son territoire, «tel que rapporté par certains titres de la presse nationale», a-t-il dit. «Le même dispositif mis en place pour la prévention du virus Ebola dans le nord du pays a été déployé dans le Sud», a ajouté M. Boudiaf. Provoquant un affolement inégalé parmi la population, la rumeur qui faisait état de l'arrestation aux frontières d'un ressortissant de l'Afrique de l'Ouest porteur du virus Ebola avait semé la panique dans la ville.

Par Meriem Benchaouia

Mettant un terme aux rumeurs sur une éventuelle contamination d'une personne par le virus Ebola, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a rassuré, hier à In Guezzam, qu'«aucun cas d'affection par Ebola n'a été enregistré dans cette région ni ailleurs sur le territoire national». Interrogé en marge de la visite de travail et d'inspection du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le ministre a affirmé que l'Algérie n'a recensé, à ce jour, aucun cas d'Ebola sur son territoire, «tel que rapporté par certains titres de la presse nationale», a-t-il dit. «Le même dispositif mis en place pour la prévention du virus d'Ebola dans le nord du pays a été déployé dans le Sud», a ajouté M. Boudiaf. Provoquant un affolement inégalé parmi la population, la rumeur qui faisait état de l'arrestation aux frontières d'un ressortissant de l'Afrique de l'Ouest porteur du virus Ebola a semé la panique dans la ville. Malgré d'importants efforts de communication déployés par les autorités sanitaires algériennes pour rassurer, l'inquiétude de la contamination paraît grandir. La crainte est d'autant plus justifiée sachant que la population de cette région reste fort exposée au risque de contamination eu égard au nombre remarquable de migrants qui y affluent en provenance des pays endémiques où sont dénombrés des milliers de cas depuis la réapparition du virus. Abdelmalek Boudiaf avait affirmé, il y a quelques jours, que ses services étaient «entièrement prêts» à prendre en charge tout cas suspect de maladie



infectieuse identifié, grâce à l'activation du «dispositif d'alerte». Avec les flux de migrants clandestins et les réfugiés des pays africains convergeant vers nos frontières, le risque devient encore plus important.

Et le ministre de la Santé avait affirmé que le dispositif d'alerte a été renforcé au niveau des ports, des aéroports et des frontières. Selon lui, des mesures drastiques ont été mobilisées pour prévenir le virus. Le ministère de la Santé a, en effet, réactivé depuis

quelques jours les mêmes dispositions arrêtées pour se prémunir contre le virus H1N1.

Elles consistent en la mobilisation du personnel humain et du matériel nécessaire pour le contrôle des mouvements de populations au niveau des points d'accès frontaliers (terrestres, aériens et maritimes). Ainsi, il y a eu le renforcement en médecins et équipements de toutes les structures sanitaires installées de longue date au niveau des ports, aéroports et postes-frontières terrestres.

Parallèlement, des efforts sont actuellement entrepris pour développer l'information et la sensibilisation des personnels de la santé ainsi que celle de la population, affirme-t-on au ministère de la Santé dont les responsables suivent quotidiennement l'évolution de cette pathologie en Afrique de l'Ouest. Les pouvoirs publics veulent prendre les devants. Pour l'heure, le ministère de la Santé rassure mais nul n'est à l'abri de cette épidémie.

M. B.

Le gouvernement prépare une méthode de gestion

Une feuille de route pour la prise en charge des migrants africains

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, a annoncé hier depuis In Guezzam (Tamanrasset) qu'une feuille de route sera bientôt élaborée pour une meilleure prise en charge des migrants africains en Algérie.

En marge de la visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal dans la région, M^{me} Meslem a en effet annoncé que «le gouvernement se réunit régulièrement pour élaborer une feuille de route opérationnelle afin de résoudre les problèmes des migrants africains en leur fournissant des locaux pour les regrouper et une prise en charge alimentaire et sanitaire avec la contribution de tous les secteurs». Et de souligner, à ce sujet, que «les migrants africains, issus de pays voisins et amis, n'ont pas encore le statut de réfugiés car ce n'est pas à l'Algérie de dire qu'ils sont ou non des réfugiés». Et pour cause, l'Algérie bien qu'elle ait ratifié la convention de 1951 sur les réfugiés et son protocole de 1967, ne dispose toujours pas de loi nationale sur

l'asile ni d'organe ou institution en charge de statuer sur cette question de droit d'asile. En somme, par la force des mutations et des bouleversements qui s'opèrent ces dernières années dans les pays africains, notamment ceux du voisinage où se dégrade chaque jour un peu plus la situation économique et sécuritaire, l'Algérie est devenue une terre d'asile pour des milliers d'Africains issus d'une quarantaine de nationalités. Ce qui n'est pas sans inquiéter la société et préoccuper le gouvernement. En effet, entre une position humanitaire pour laquelle est réputée l'Algérie et l'inquiétude sécuritaire, se pose voilà des mois le débat quant à la manière de prendre en charge et de venir en aide à ce flux de migrants africains dont la majorité est composée d'enfants et de femmes répartis à travers de nombreuses wilayas du pays. Ayant adopté une stratégie humanitaire dans la gestion de ce flux migratoire, «les pouvoirs publics ont mis en place des centres, deux à Ouargla, un à Tamanrasset, deux à Adrar et un à Sidi Fredj,

pour la prise en charge des populations qui ont fui leurs pays et qui ont le statut de déplacés. Toutes les conditions d'une vie décente sont réunies dans ces centres où les pensionnaires ont droit à un hébergement, de la nourriture et une prise en charge», avait souligné pour sa part M^{me} Saida Benhabylès, présidente du Croissant-Rouge algérien qui, elle, parle de «déplacés» non de «réfugiés». Sauf que ces derniers refusant d'être parqués dans ces centres, en dépit du principe de libre circulation qui leur est garanti, ont choisi de sillonner les villes en occupants rues, places publiques et trains pour mendier, mais aussi pour certains chercher du travail. Pour cette catégorie, Mohamed Ghazi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, avait dans une déclaration indiqué que désormais les migrants africains pouvaient bénéficier d'un certificat de résidence et d'un permis de travail dans le secteur des travaux publics.

Lynda Naili Bourebrab

Sur les 9 premiers mois de l'année Baisse de l'excédent commercial

L'ALGÉRIE a réalisé un excédent commercial de 5,39 milliards de dollars (mds usd) durant les neuf premiers mois de l'année 2014, contre 6,6 mds usd à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 18%, a appris hier l'APS auprès des Douanes algériennes. De janvier à septembre 2014, les exportations de l'Algérie ont atteint 49,23 mds usd (contre 48,53 mds usd à la même période de 2013), enregistrant une hausse de 1,44%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Quant aux importations, elles se sont établies à 43,83 mds usd contre 41,93 mds usd, en hausse de 4,55% durant la même période de comparaison, précisent les chiffres provisoires du centre. Ces résultats se sont traduits par un taux de couverture des importations par les exportations de l'ordre de 112% (contre 116% durant les 9 premiers mois de 2013).

Les hydrocarbures ont continué à représenter la plus grande part des exportations avec une part de 95,83% du volume global des expéditions algériennes à l'international, soit 47,18 mds usd durant les neuf mois de 2014 (contre 46,97 mds usd à la même période de l'année dernière), enregistrant ainsi une légère amélioration de 0,44%, malgré la chute des prix du pétrole durant ces derniers mois.

Quant aux exportations hors hydrocarbures, elles ont atteint 2,05 mds usd durant les neuf premiers mois de 2014, en hausse de près de 31,8%, mais ne représentant que 4,17% du montant total des exportations algériennes.

La composition des exportations hors hydrocarbures s'est répartie entre le groupe des demi-produits (1,72 milliard usd), les biens alimentaires (231 millions usd), les produits bruts (84 millions usd), les biens d'équipements industriels (10 millions usd) et les biens de consommation non alimentaires (7 millions usd).

Pour les importations, deux groupes ont enregistré des baisses dont la plus importante a concerné le groupe «énergie et lubrifiants» (-44,3%) et celui des biens de consommation non alimentaires (-7,65%).

Salem K.

Visite de Sellal dans l'extrême sud du pays

Des frontières sécurisées, une priorité

■ S'exprimant lors d'une rencontre avec les élus et responsables locaux, à l'issue de sa visite de travail d'une journée à In Guezzam dans la wilaya de Tamanrasset, Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a indiqué que la région du Maghreb et de l'Afrique du Nord a besoin de stabilité. Et l'importance pour ces pays de combattre l'organisation autoproclamée Etat islamique «Daesh».

Par Ahcene Hadjam

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a salué hier, à In Guezzam (Tamanrasset) les efforts immenses consentis par l'Armée nationale populaire (ANP) et tous les corps de sécurité dans la protection des zones frontalières algériennes. «L'histoire retiendra les efforts considérables consentis par l'ANP», a soutenu Sellal qui s'exprimait lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile et des notables de la ville de In Guezzam en marge d'une visite de travail dans la région, soulignant que l'Armée algérienne «accomplit au mieux son rôle dans la protection et la sauvegarde de la sécurité au niveau des frontières». Rappelant que l'Armée algérienne «n'intervient pas hors des frontières algériennes», il a assuré que «la diplomatie algérienne joue un rôle important pour garantir la stabilité dans les pays voisins comme le Mali et la Libye». Il a appelé les populations de la région à œuvrer également «au retour de la sécurité dans cette



PH/DR

région». Sellal a précisé que les populations des frontières doivent soutenir les efforts de l'Armée algérienne et contribuer à la réalisation de cet objectif, car «leur stabilité, a-t-il dit, renforce l'Etat et la République». Evoquant l'ouverture des frontières, le Premier ministre a indiqué : «Nous avons grandement besoin d'ouvrir les frontières mais cette ouverture ne peut se faire que dans un cadre de stabilité et de sécurité.» «L'Algérie tend à aider le Mali à reprendre progressivement le dialogue et à recouvrer la stabilité», a-t-il souligné. «La région du Maghreb et de l'Afrique du Nord a besoin de stabilité», a-t-il soutenu, soulignant l'importance pour ces pays de combattre l'organisation autoproclamée Etat islamique «Daesh».

Les régions frontalières bénéficieront de nouveaux programmes de développement

Les régions frontalières de l'extrême sud du pays bénéficieront de nouveaux programmes de développement, afin d'y rattraper certaines insuffisances, a indiqué, hier à In-Guezzam (Tamanrasset), le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. S'exprimant lors d'une rencontre avec les élus et responsables

locaux, à l'issue de sa visite de travail d'une journée dans cette daïra frontalière, Sellal a indiqué que les régions de l'extrême sud du pays bénéficieront de nouveaux programmes de développement, à l'effet d'y rattraper les insuffisances, d'impulser la dynamique de développement et d'améliorer le cadre de vie du citoyen. Auparavant, le wali de Tamanrasset, Mahmoud Djemaâ, a présenté un exposé sur l'action de développement dans la wilaya, soulevant, à l'occasion, une série de suggestions susceptibles de contribuer au développement de la région. Ces propositions ont porté notamment sur le développement de l'activité d'élevage, camelin et caprin, dans les régions d'In-Guezzam et Tin-Zaouatine. La mobilisation de la ressource hydrique pour les éleveurs, l'amélioration du transport scolaire, ainsi que l'inscription de la seconde tranche de la route reliant les daïras de Silet et Tin-Zaouatine. Les autres propositions formulées, et concernant la wilaya de Tamanrasset dans son ensemble, ont trait à l'octroi d'aides aux bénéficiaires de lots de terrains à bâtir à Tamanrasset et In-Salah, l'amélioration du cadre urbain et l'octroi de financement pour l'aménagement des structures de jeunes à travers la wilaya. Le chef de l'exécutif de

wilaya a, en outre, mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la réalisation de centrales électriques dans les zones d'Arak et Moulay Lahcen, ainsi que la réalisation d'une structure de stockage de carburant au chef-lieu de wilaya pour éviter les problèmes de rareté de ce type de produits énergétiques. Le Premier ministre a fait part de la disponibilité des pouvoirs publics à étudier, et adopter éventuellement, ces propositions allant dans le sens de la contribution aux efforts visant le développement de ces régions frontalières. Sellal, qui est accompagné, lors de cette visite de travail d'une journée dans la daïra d'In-Guezzam (400 km au Sud de Tamanrasset), d'une importante délégation ministérielle, a visité et inauguré une série de projets. Le Premier ministre, accompagné d'une importante délégation ministérielle, a procédé à la mise en service et au lancement de plusieurs projets socio-économiques. Et dans l'après-midi d'hier, Sellal, a entamé une visite de travail et d'inspection dans la daïra frontalière de Bordj Badji Mokhtar (800 km au sud d'Adrar), dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika. A. H.

Etablissements pénitentiaires

La formation en environnement projetée dans les prisons

Des cours de formation en matière d'environnement seront dispensés aux pensionnaires des établissements pénitentiaires à travers le territoire national, a-t-on appris, lundi à Laghouat, du responsable du Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE). L'opération entre dans le cadre de la mise en œuvre de la convention signée entre les ministères de la Justice et de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, et vise la formation des détenus pour faciliter leur réinsertion sociale, a précisé le directeur du CNFE, Ouahid Chachi, en marge d'une journée d'étude sur «l'hygiène urbaine, situation et perspectives», organisée à la Maison de l'environnement.

Le programme de formation, à lancer avant la fin de l'année en cours, prévoit des cours en matière de gestion des déchets, d'aménagement d'espaces verts, d'économie de l'eau, de sensibilisation et de vulgarisation, en plus de la création de clubs verts au sein des établissements pénitentiaires. Selon la même source, d'autres opérations de formation spécialisée seront initiées en direction des acteurs et responsables d'associations locales, et ayant trait notamment à l'élaboration des projets d'environnement, en plus de la formation, en novembre prochain, d'inspecteurs en environnement. Chachi a rappelé que plus de 11 000 spécialistes dans la gestion des déchets, agents d'hygiène et

chargés de l'environnement, exerçant au niveau des établissements, entreprises et collectivités locales, ont été formés depuis 2002. Le conservatoire, qui coiffe 25 Maisons de l'environnement à travers différentes wilayas du pays, s'emploie à organiser des sessions de recyclage au profit des acteurs de l'environnement afin de développer leurs capacités, selon le même responsable. Initiée par la Maison de l'environnement de Laghouat, dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de l'environnement, cette journée d'étude a regroupé des universitaires, des acteurs de l'environnement et des responsables communaux de la wilaya. APS

LA QUESTION DU JOUR

Retour au futur

suite de la page Une

Nidaa Tounès, le parti qu'ils se sont donné, pourrait remporter ces dernières que cela ne serait qu'à moitié une surprise. Encore que la victoire, d'ailleurs relative, revienne selon toute vraisemblance aux islamistes d'Ennahda, qui détiennent déjà le pouvoir, et qui surtout restent bien mieux organisés que leurs rivaux. Le seul fait qu'Ennahda ait un concurrent direct s'incarnant dans les anciens du RCD, la formation au pouvoir du temps de Ben Ali, est porteur de dangers pour elle. Elle aura d'ailleurs tout fait, mais en vain, pour éviter d'assister impuissante à la reconstitution des forces nationalistes (en Tunisie, on préfère dire les Destouriens) sur lesquelles reposaient le régime déchu. Bref, dans tous les pays ayant subi des bouleversements sous l'effet de ce qu'on appelle, sûrement pour se moquer du monde, le printemps arabe, on voit les forces déchues soit redresser peu à peu la tête, soit, comme en Egypte, reprendre carrément la totalité du pouvoir. En Irak, où d'ailleurs il n'y a pas eu de printemps, il n'y a évidemment aucun risque dans l'immédiat de voir les sunnites redevenir la communauté politiquement dominante, ni l'ancien régime restauré si peu que ce soit. Mais il n'est certainement pas indifférent que ce soit un ancien officier de l'armée de Saddam qui est mis à la tête des forces armées, dans un contexte de guerre qui plus est. Il se trouve que ce nouveau ministre de la Défense est un sunnite, ce qui bien entendu n'est pas à prendre à la légère. Mais de ces deux qualités qui le caractérisent, il se peut que ce soit surtout à la première qu'il doit sa désignation, ce qui en Irak passe par un vote à l'Assemblée. En Irak plus qu'ailleurs, le retour en force du nationalisme, qui après tout est à l'origine un dépassement du confessionnalisme, est à même de faire le plus grand bien au pays. En fait, rien ne peut lui arriver de mieux que le renouveau du nationalisme, qui dans le monde arabe s'identifie au patriotisme, quand du moins il n'est pas pan-arabiste. Le jour où chiites et sunnites se définiraient d'abord comme des patriotes irakiens, cela voudrait dire que la crise sévissant depuis l'invasion américaine en 2003 est dépassée, et que l'Irak est à l'abri du démembrement.

M. H.

Perspectives d'intégration et de développement
La pêche artisanale, un secteur à revaloriser

LA PÊCHE ARTISANALE en Algérie constitue la principale source de revenu pour plus de 20 000 pêcheurs avec une flotte de plus de 10 000 petites embarcations exerçant de manière formelle et informelle les activités de la pêche dans les zones souvent enclavées du littoral. Aujourd'hui, cette activité de pêche artisanale qui assure des moyens d'existence à des milliers de familles devrait être intégrée aux actions engagées par le secteur de tutelle en faisant valoir leurs spécificités techniques, économiques et sociales. C'est à ce titre qu'un intérêt particulier a été réservé à cette catégorie de pêcheurs dans l'élaboration du programme quinquennal «Aquapêche 2020», notamment à travers la mise en place d'un système d'accompagnement à l'investissement approprié, du développement des capacités d'accueil de la pêche artisanale dans les zones enclavées du littoral national, de la réglementation spécifique de ces activités, de la formation adaptée des pêcheurs et enfin de l'organisation de la commercialisation des produits de la pêche artisanale. Ainsi, pour une meilleure prise en charge des particularités de l'activité de la pêche artisanale en Algérie, une enquête nationale sur la pêche artisanale a été lancée le 24 septembre dernier et devrait permettre de disposer de connaissances nécessaires à l'orientation du programme d'action initié en la matière dans le cadre du nouveau programme quinquennal. De ce fait, avec l'objectif de contribuer au développement des zones enclavées du littoral et d'améliorer les conditions socio-économiques de cette catégorie de professionnels, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, effectue aujourd'hui une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Skikda afin d'évaluer l'état d'avancement des actions et de la mise en œuvre des orientations données dans le cadre du suivi du programme en cours et particulièrement les travaux de réalisation de l'abri de pêche de Oued Ezohor, qui sera réservé principalement à l'activité de la pêche artisanale. Ce projet abritera 60 embarcations de petits métiers, 24 sardiniers et 62 plaisanciers, permettra la valorisation des produits de la pêche artisanale au profit du développement local et la création d'une interactivité avec les autres secteurs d'activité, en vue de renforcer la dynamique socio-économique locale. Par ailleurs, le ministre présidera à cette occasion la journée relative à la présentation du programme et recommandations concernant l'implémentation du nouveau programme quinquennal de la wilaya de Skikda «Aquapêche 2020». A noter qu'au niveau mondial, les pêcheries artisanales emploient plus de 90% des pêcheurs et travailleurs du secteur de la pêche et réalisent près de la moitié des captures de poisson.

Lynda N.B.

A l'appel de l'Unpef

Les travailleurs de l'Education en grève à partir d'aujourd'hui

■ C'est parti pour un nouveau mouvement de protestation aujourd'hui dans les écoles à l'initiative de l'Unpef. Ledit syndicat revient à la charge au sujet des revendications en suspens concernant les catégories les plus lésées du secteur.

Par Yasmine Ayadi

Le secteur de l'Education renoue avec la protesta. Il s'agit d'une première protestation signée par l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), laquelle sera suivie par d'autres grèves qui ne sont pas à écarter, selon les déclarations faites par le Conseil national autonome des professeurs et des enseignants du secondaire et technique Cnapest-élargi et le Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest). Il faut dire que le front social connaît une agitation avec un vent de colère qui souffle de partout. Aujourd'hui c'est l'Unpef qui entame sa grève, appelant ses adhérents à se mobiliser pour faire valoir des revendications socioprofessionnelles en suspens avec un mot d'ordre qui se fixe l'objectif de défendre les droits des catégories laissées-pour-compte parmi les travailleurs de l'Education. Selon le porte-parole de l'Unpef, Messaoud Amraoui, «la grève touchera tous les travailleurs de l'Education nationale affiliés à l'Unpef et des rassemblements sont prévus aujourd'hui devant les directions de l'Education des wilayas pour exprimer les préoccupations des grévistes». Dans son communiqué, l'Unpef fait savoir que la décision de recourir à la grève a été prise à l'issue



de la rencontre du bureau national, tenue la semaine dernière à Boumerdès. Lors de cette rencontre qui a réuni les représentants du bureau national avec les chefs de bureaux régionaux, les participants ont examiné l'actualité sectorielle et syndicale et mis en application la note ministérielle 004/2014, communiquée juillet dernier aux directions de l'éducation du territoire national. L'Unpef remet en question la promulgation le mois dernier d'une instruction complémentai-

re dans laquelle le ministère revient sur ses engagements. Dans le chapitre concernant les services économiques du secteur, la même source précise que cette instruction prive le corps des intendants du droit à la prime pédagogique. Raison pour laquelle cette catégorie a d'ailleurs enclenché une grève illimitée pour dénoncer cette injustice. A signaler que les intendants ont le soutien de tous les autres travailleurs, lesquels ont exprimé leur solidarité avec

les corporations marginalisées de l'Education. L'accent est donc mis sur la défense des catégories qui sont le parent pauvre du secteur, dont notamment les corps communs et les ouvriers professionnels, les agents d'entretien et de sécurité, les auteurs du document. Il est question, pour les protestataires, d'améliorer le pouvoir d'achat, une démarche essentiellement tribunaire du code du travail et du statut particulier.

Y. A.

— Situation sécuritaire et politique préoccupante au nord du Mali —

Nouvelles négociations inter-maliennes à Alger

Les travaux du troisième round de dialogue inter-malien a débuté hier dans l'après-midi à l'hôtel El Aurrasi, à Alger. «Maintenant, nous sommes en Algérie pour approfondir ce processus qui est en très bonne voie», a affirmé hier Moudibou Keita, le haut représentant du président malien pour le dialogue, exprimant sa conviction que «seul le dialogue et l'échange permettront d'aller au bout de cette difficulté».

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu, hier à Alger, Moudibou Keita, le haut représentant du président malien pour le dialogue. Au cours de l'audience, M. Keita a remis au Président Bouteflika un message de son homologue malien, Ibrahim Boubacar Keita.

A l'issue de cette audience, Moudibou Keita a mis en exergue le «savoir-faire» et le «talent» de l'Algérie dans le processus de règlement de la crise malienne, saluant, à cet égard, sa «constante» disponibilité.

«Nous avons tenu à remercier les autorités algériennes pour leur savoir-faire, leur talent et leur constante disponibilité dans le processus de règlement de la crise du nord du Mali», a-t-il indiqué.

Sur les pourparlers inter-maliens en cours à Alger, il a rappelé que c'est le Mali, à travers son président Ibrahim Boubacar Keita, qui avait sollicité la contribution de l'Algérie pour s'impliquer dans la recherche de solu-

tions à cette crise. Il a indiqué avoir remis au Président Bouteflika un message écrit de son homologue malien qui «s'inscrit dans le cadre des relations d'amitié, de fraternité et de coopération avantageuse entre le Mali et l'Algérie». «Ce message renouvelle aussi la confiance pleine et entière du Mali à l'Algérie dans la conduite de ces pourparlers», a-t-il ajouté.

Dans ce cadre, le responsable malien a rappelé qu'une première phase de pourparlers inter-maliens, tenue à Alger, «s'est traduite par l'adoption d'une feuille de route et d'autres documents».

«Nous avons amorcé ici (Alger) une deuxième phase beaucoup plus substantielle où les parties et les communautés ont eu à s'exprimer et à faire prévaloir leurs préoccupations», a-t-il enchaîné. «Maintenant, nous sommes en Algérie pour approfondir ce processus qui est en très bonne voie», a-t-il affirmé, exprimant sa conviction que «seul le dialogue et l'échange permettront d'aller au bout de cette difficulté».

Il est à rappeler que ce troisième round intervient après deux phases de négociations qui ont abouti à la signature de deux documents comportant la feuille de route pour les négociations dans le cadre du processus d'Alger et une «Déclaration de cessation des hostilités» entre le gouvernement du Mali et six mouvements politico-militaires

du nord de ce pays. Une réunion préparatoire a eu lieu lundi dernier sous la médiation de l'Algérie. Outre le ministre des affaires étrangères, Ramtane Lamamra, et les parties maliennes concernées, des représentants de l'Union africaine, de la Cédéao et des Nations unies, ont pris part à la rencontre.

Ce troisième round intervient aussi dans un contexte marqué par une situation sécuritaire et politique du nord du Mali préoccupante, en particulier suite à l'escalade des attaques terroristes visant la MINUSMA durant ces dernières semaines.

La plus récente de ces attaques a eu lieu le 7 octobre sur le camp de la MINUSMA de Kidal, entraînant la mort d'un Casque bleu du contingent sénégalais.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité en date du 8 octobre, les Etats-membres se sont exprimés, notamment en faveur d'un renforcement des moyens, voire d'un réajustement du mandat de la MINUSMA.

S'agissant des pourparlers inter-maliens à Alger, le Représentant spécial, Albert G. Koenders, exhorte les parties prenantes à faire preuve de responsabilité et à s'entendre sur «un accord de paix inclusif, global et définitif, seul susceptible d'assurer une solution politique pérenne et de contribuer, in fine, à la stabilité, la réconciliation et le développement du Mali».

Nacera Chennafi

Le ministre plaide pour une professionnalisation de la presse

Hamid Grine rappelle les contours du «cercle vertueux»

■ Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a plaidé, hier à Oran, pour la professionnalisation de la presse, appelant les journalistes à «avoir dans la pratique quotidienne de leur métier la volonté de changer les choses dans l'intérêt de leur profession et celui du pays».



Par Salim Y.

Intervenant en marge de la conférence donnée par le P^r Mohamed Ridha Najar sur le thème «La déontologie du journaliste à l'épreuve du scoop et du sensationnel», le ministre a réaffirmé sa volonté de

professionnaliser la presse. «Professionnaliser la presse ne consiste pas à recouper et sourcer une information mais également à avoir une éthique et une déontologie», a-t-il expliqué, rappelant le concept de «cercle vertueux» lancé en juin dernier. M. Grine a estimé que les journa-

listes doivent opter pour un changement dans l'exercice de leur métier «sinon notre projet n'aura aucune incidence et aucun impact sur le terrain», a-t-il dit. «La professionnalisation de la presse passe par la formation, à l'exemple de la série de conférences initiées par le ministre,

mais également par la mise en place des différents organes par la loi», a-t-il ajouté. Le ministre a souligné sa détermination à «mener jusqu'au bout le projet de professionnalisation de la presse». «Aucun jet de pierre ne pourrait m'arrêter dans cette démarche», a-t-il assuré. Concernant la carte nationale de journaliste professionnel, le ministre a indiqué que «950 dossiers sont au niveau de la commission provisoire chargée de la délivrance de ce document». «L'établissement de cette carte est une grande victoire pour nous», a-t-il indiqué, soulignant que ce document permettra un accès aux sources d'information «car son détenteur est authentifié comme journaliste professionnel». «Cette carte permettra aux journalistes professionnels de désigner les membres de la Commission permanente chargée de l'établissement de la carte nationale de presse, ceux du Conseil de l'éthique composé exclusivement de journalistes et de l'autorité de régulation de la presse écrite», a-t-il

ajouté. Le ministre a suivi la conférence donnée par le P^r Mohamed Ridha Najar, expert et consultant en communication de l'Institut de presse et des sciences de l'information de Tunis. Cette conférence est organisée dans le cadre du cycle de formation initié par le ministère de la Communication au profit des journalistes. Arrivé dimanche à Oran, Hamid Grine a visité plusieurs établissements relevant de son département ministériel.

S. Y./APS

Presse /Tizi Ouzou L'AJCTO renouvelle ses instances

L'ASSOCIATION des journalistes et correspondants de la wilaya de Tizi Ouzou (AJCTO) a tenu hier, à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, une assemblée générale électorale pour le renouvellement de ses instances. A l'unanimité, la quarantaine de représentants des différents organes de la presse écrite, parlée et télévisée ont décidé de reconduire le président sortant, Samir Leslous, ainsi que deux des membres de son bureau. Les membres de l'AG ont également approuvé le bilan moral et financier présenté. Les débats ont tourné autour des acquis et des avancées mais aussi des insuffisances à combler pour le prochain mandat. Des confrères et des consœurs dont le doyen de la presse à la retraite, Youssef Bournine appelé communément Da Youcef, qui est aussi président d'honneur de l'association, ont salué la mise en place du cadre organisationnel de la corporation qui a fait défaut à Tizi Ouzou durant de longues années. Comme ils ont appelé à la mobilisation autour de la nouvelle équipe venue en renfort afin de concrétiser les objectifs pour les années à venir. Les présents n'ont pas manqué l'occasion de souligner la nécessité de resserrer les rangs de la presse locale à Tizi Ouzou pour constituer le meilleur cadre qui permettra de défendre les intérêts moraux et matériels des journalistes et correspondants de presque la totalité des titres de la presse nationale dans la wilaya. Dans le même sillage, le président de l'AJCTO, reconduit pour un second mandat, a appelé les consœurs et confrères à rester à l'écoute des animateurs de l'association pour une meilleure prise en charge du plan d'actions à mener sur le terrain dans le cadre des objectifs assignés à leur organisation. Notons que les débats se sont déroulés dans un climat de sérénité, loin des tensions auxquelles la famille de la presse à Tizi Ouzou était habituée.

Hamid Messir

Avis d'expert

«La déontologie du journaliste est une responsabilité sociale»

Un expert et consultant en communication de l'Institut de presse et des sciences de l'information de Tunis, le P^r Mohamed Ridha Najar, a estimé, hier à Oran, que «la déontologie du journaliste est une responsabilité sociale» et son respect «est la meilleure défense de la liberté de la presse et de la qualité du journalisme». Dans son intervention, donnée dans le cadre du cycle de conférences initié par le ministère de la Communication au profit des journalistes, le conférencier a mis en exergue la situation de la presse dans le monde, soulignant que «le métier de journaliste est en pleine crise d'identité, de doute et de crédibilité» car «dévoté par l'argent, la politique, la publicité, les relations publiques, la sauvagerie de la concurrence et la course effrénée au scoop et à l'information-spectacle». Pour l'orateur, la profusion des moyens de communication

et l'explosion des réseaux sociaux, avec toutes les répercussions négatives sur la presse écrite classique et la pratique du journalisme, rendent plus que jamais primordial le respect, aussi bien par les journalistes que par les patrons de presse, d'une déontologie qui «recouvrirait à la fois le champ réglementé par la loi et celui, plus flou, de l'éthique professionnelle qui serait définie par la profession elle-même», a-t-il dit. «On assiste aujourd'hui à une marginalisation des organes d'information traditionnels. La presse n'est plus lue et parfois dépassée par les événements», a constaté le conférencier, tout en plaidant pour une utilisation judicieuse des réseaux sociaux. «Ces réseaux sont devenus indispensables, incontournables, à la fois comme source de veille et de source d'informations de proximité et comme relais de diffusion et d'interactivité avec les lecteurs, auditeurs et

téléspectateurs», a-t-il indiqué, tout en développant les droits et devoirs du journaliste professionnel, tels que définis dans la charte de Munich, adoptée en novembre 1971 par les associations de journalistes européens. Le P^r Mohamed Ridha Najar a estimé nécessaire la formation des journalistes sur l'utilisation des réseaux sociaux, aussi bien au niveau des écoles et instituts de journalisme que dans le cadre de la formation continue des gens de la presse. Un débat a suivi cette conférence. Plusieurs intervenants parmi les journalistes présents ont évoqué divers problèmes liés notamment à la pratique quotidienne du métier et à l'accès aux sources de l'information. La présentation de cette conférence a été faite en présence du ministre de la Communication, Hamid Grine, en visite de travail depuis dimanche dans la wilaya d'Oran.

S. Y.

Accidents de la route en Algérie

Le facteur humain à l'origine de 80% des cas

Un séminaire lié aux accidents de la route s'est tenu samedi dernier à la maison de la culture de Béjaïa sous l'intitulé : «L'impact de la vitesse sur la santé et la vie humaine», sous le haut patronage du ministre des Transports et l'égide du wali de Béjaïa. Cette manifestation a été organisée par le bureau de wilaya de l'association Tariq Essalama et ses nombreux collaborateurs, dont des médecins orthopédistes, des urgentistes, un psychologue, des représentants de la Gendarmerie nationale, de la Protection civile, des gérants d'auto-écoles, des représentants du mouvement associatif, notamment les Amis de la route, un représentant de la direction de formation, la SNTR, un membre de la Fédération arabe de la sécurité

routière, un organisateur de voyages etc. Les communicants se sont unanimement accordés à dire que les accidents de la route continuent de faucher des vies humaines, en dépit des campagnes de sensibilisations que mènent les autorités, les associations, la Protection civile et la police, la Gendarmerie nationale, et qui sont fortement médiatisées. Ainsi, le facteur humain est à l'origine de 81% des accidents de la route dans le pays, dont 30% sont liés à l'excès de vitesse. A ce propos, il est conseillé aux usagers de respecter le code de la route et lever le pied pour ne pas exposer leurs vies et celles d'autrui aux dangers. Selon un officier de la gendarmerie, l'Algérie est classée parmi les premiers pays au monde en matière d'acci-

dents de la route. Elle occupe la 4^e place mondiale, loin devant les Etats-Unis, le Japon et les pays d'Europe où le parc automobile est beaucoup plus important que le nôtre. Ce phénomène est qualifié tout simplement «de terrorisme des routes» par certains intervenants. «Un phénomène qui vient en premier dans les causes de mortalité dans le pays après le cancer pour les jeunes de moins de 30 ans», dira le P^r Kara, chef de service orthopédie au CHU de Béjaïa. Pas moins de 44 900 accidents de la route, 4 540 morts et 12 000 blessés sont enregistrés par an. Les victimes d'accidents de la route sont souvent touchées à la tête (traumatisme crânien), les membres inférieurs et supérieurs. D'autres n'ont pas man-

qué de relever le très mauvais état de nos routes, notamment les dos-d'âne et au-tres ralentisseurs installés avec beaucoup d'excès, notamment les RN 26 et 09. M. Younès a révélé, lors de sons intervention, que «les accidents de la route ont coûté cette année 1,9 milliard de dollars», causant la mort de 12 personnes et en blessant 175 chaque jour. Le D^r Djadoum, du service orthopédie du CHU de Béjaïa, a abondé dans le même sens, estimant que les accidents de la route sont très meurtriers et laissent des milliers de personnes handicapées à vie. A noter que la rencontre a été marquée par l'organisation de deux ateliers, l'un sur les institutions publiques et la vitesse, l'autre sur la société civile et la vitesse.

H. Cherfa

Algérie-France

Bouchouareb appelle à un partenariat «novateur et équilibré»

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a appelé, à Paris, à un partenariat algéro-français «novateur et équilibré» ainsi qu'à des relations «respectueuses des attentes réciproques».

Par Salem K.

«Il est nécessaire de porter nos relations économiques à un niveau qualitatif supérieur, dépassant les simples relations commerciales pour faire émerger un partenariat de type nouveau ouvrant des perspectives

Changes

Baisse de l'euro face au dollar

L'EURO ouvre la semaine en légère baisse face au dollar lors des échanges asiatiques lundi, alors que le marché continue de s'interroger sur l'orientation de la politique monétaire américaine au moment où persistent en Europe les inquiétudes liées à la croissance. La monnaie européenne valait 1,2747 dollar hier matin, contre 1,2759 vendredi soir. Elle montait en revanche face au yen, à 136,76 contre à 136,28 yens la veille au soir, ainsi que le dollar qui s'échangeait à 107,29 yens contre 106,78 yens. Pour le Crédit Agricole, «l'incertitude qui entoure la Fed dominera l'agenda cette semaine, tandis les inquiétudes sur la croissance continueront à être le thème principal en Europe». Aussi, pour les analystes de la banque française, une «forte volatilité» risque d'être la norme sur les marchés pour un moment. En effet, alors que le marché s'attend à une normalisation de la politique monétaire américaine l'an prochain, ce qui favorise le billet vert, un responsable de la Réserve fédérale américaine (Fed) a laissé entendre jeudi que la banque centrale pourrait garder un ton accommodant un peu plus longtemps que prévu. Du côté de la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) pourrait commencer «dans les prochains jours», selon un de ses dirigeants, à mettre en œuvre son programme de rachat d'actifs destiné à soutenir l'économie chancelante de la région. La livre britannique, quant à elle, reculait face à la devise européenne, à 79,16 pence pour un euro, mais progressait face au dollar, à 1,6210 dollar pour un livre. La devise suisse se stabilisait aussi face à l'euro, à 1,2073 franc suisse pour un euro, et montait légèrement face au dollar, à 0,9471 franc suisse pour un dollar. Slim Y.

stratégiques inédites à nos entreprises», a préconisé le ministre lors du colloque tenu dans la capitale française sur le thème «Algérie-France : quel avenir industriel commun?». M. Bouchouareb a expliqué qu'à la faveur d'un partenariat qui agira fortement sur la compétitivité des systèmes industriels des deux pays, la France bénéficiera de l'expérience algérienne dans le domaine énergétique et de l'expertise industrielle, de son potentiel en ressources énergétiques ainsi que du dynamisme de son marché. Il a également soutenu que grâce à un partenariat stratégique avec la France dont l'excellence technologique est reconnue, l'industrie algérienne pourra donner une impulsion décisive à son développement industriel et technologique. Plus concrètement, il a rappelé qu'entre l'Algérie et la France des projets étaient en cours dans le domaine de la construction d'embarcations de pêche, tandis que dans les secteurs des industries manufacturières, de mécanique, électrique et de la construction plusieurs autres projets sont en maturation. La formation a aussi été évoquée par M. Bouchouareb qui n'a pas manqué de noter le projet de création de quatre grandes écoles en partenariat avec de «prestigieuses» institutions uni-



Ph. > D. R.

versitaires françaises. En fait, il a évoqué la «riche expérience» de partenariat industriel avec la France que l'Algérie veut approfondir pour ouvrir des perspectives stratégiques fortes pour les entreprises des deux pays. Devant les hommes d'affaires des deux pays, le ministre a exprimé sa satisfaction pour le projet de construction automobile avec le groupe Renault, estimant qu'il ouvre des perspectives réelles de développement industriel et technologique dans ce domaine et celui de la sous-traitance en Algérie. Il a encouragé, en outre, les entreprises françaises du secteur du BTP à porter leur intérêt pour le marché algérien «très porteur», notam-

ment en construisant des partenariats stratégiques avec leurs homologues algériennes. Rappelant que l'Algérie a engagé d'importantes réformes pour relancer son développement industriel, il a expliqué que cette démarche visait à moderniser le tissu industriel, à encourager la production nationale, à agir en profondeur sur la gouvernance des entreprises et à la mise en place des instruments et modes de financement adéquats pour soutenir l'investissement. S'agissant du foncier industriel, le ministre a relevé que l'Algérie était en train de mettre au point les dispositions nécessaires pour apporter toutes les facilités aux investisseurs en ce sens.

Qualifiant la PME d'élément le «plus dynamique» dans toute stratégie industrielle, M. Bouchouareb a fait part de la révision de la loi d'orientation de la PME et d'une réforme des agences chargées de soutenir les PME, l'ANDPME et l'ANDI afin de stimuler la compétitivité des PME. L'amélioration du climat des affaires a été l'autre point relevé par M. Bouchouareb qui l'a considéré comme «un objectif d'importance» dont l'Algérie prend toute la mesure et pour lequel les pouvoirs publics «sont résolus à agir efficacement». D'autre part, il a affirmé que le gouvernement algérien avait engagé la réforme du code des investissements qui est une «pièce maîtresse» perçue comme un «levier de repeuplement industriel». Il a, toutefois, souligné que le principe du 51/49% n'était pas remis en cause mais élargi au commerce de gros et de détail et qu'il était inutile de le faire figurer dans le code des investissements mais qu'il serait pris en charge dans le cadre de la réglementation des activités. L'Algérie et la France ont convenu d'un commun accord de tenir la réunion de la Haute commission mixte de coopération bilatérale le 4 décembre prochain à Paris, rappelle-t-on. S. K./APS

Finances

La BRI met en garde contre l'argent «bon marché»

Les politiques monétaires ultra-accommodantes pourraient menacer la stabilité financière mondiale, averti dans un entretien publié hier l'économiste en chef de la Banque des règlements internationaux (BRI). De manière générale, «nous percevons un risque que la politique monétaire menée actuellement puisse constituer un danger pour la stabilité financière globale», a déclaré au quotidien alle-

mand Die Welt Claudio Borio, l'économiste de la banque centrale des banques centrales, basée à Bâle en Suisse. Il s'était déjà inquiété par le passé des effets pervers de la mise à disposition de liquidités en abondance. «Les chefs d'entreprises ont préféré utiliser l'argent bon marché pour des acquisitions ou des rachats d'actions plutôt que d'investir dans leurs activités, c'est clairement un signal que

quelque chose ne va pas», a-t-il observé. «Sur les marchés financiers, les investisseurs ont désespérément cherché du rendement, ce qui a conduit à des primes de risque très faibles sur les actions, et à une volatilité historiquement basse», a expliqué M. Borio, dénonçant un effet de la politique monétaire ultra-accommodante menée par les grandes banques centrales du monde. Chafik N.

Prix

Les cours du pétrole en hausse

Les prix du pétrole s'affichaient en hausse hier en Asie dans le sillage du rebond de Wall Street. Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en novembre gagnait 47 cents, à 83,22 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre s'appréciait de 17 cents, à 86,33 dollars. Le WTI comme le Brent avaient fini la semaine en hausse vendredi sous l'effet d'achats à bon

compte après que le brut coté à New York fut passé sous la barre des 80 dollars. Wall Street avait également fini en forte hausse vendredi, stimulée par de bonnes nouvelles économiques aux Etats-Unis et des espoirs de coups de pouce monétaires : le Dow Jones a grimpé de 1,63% et le Nasdaq de 0,97%. Les cours du pétrole ne devraient toutefois pas monter longtemps, estiment les analystes, qui mettent en

avant l'abondance de l'offre et la faiblesse de la demande d'énergie dans une économie mondiale qui a du plomb dans l'aile. «L'idée qui prévalait depuis longtemps selon laquelle les acteurs clés de l'Opep sont déterminés à soutenir les prix semble reculer à mesure qu'il apparaît que l'Arabie saoudite est prête à accepter des prix bas pendant une longue période», a déclaré la banque britannique Barclays. «Le mar-

ché du pétrole doit affronter plusieurs facteurs baissiers sur le long terme». Vendredi à la clôture, le baril de WTI pour livraison en novembre a grignoté 5 cents, à 82,75 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a terminé à 86,16 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres. Dalil Y.

Notation

Moody's relève la perspective de la note de l'Egypte

L'agence de notation Moody's Investors Service a relevé hier de «négative» à «stable» la perspective d'évolution de la note de l'Egypte, saluant la stabilisation politique et sécuritaire du pays. La note de la dette long terme de l'Egypte reste fixée à «Caa1», un niveau très bas qui atteste des doutes de l'agence sur la capacité du pays à honorer ses dettes. Moody's observe l'absence d'attente visant des étrangers depuis février et

salue les réformes économiques et fiscales engagées par le gouvernement égyptien, qui a notamment entrepris une réforme des prix administrés de l'essence et de l'électricité et lancé une souscription nationale pour financer l'élargissement du canal de Suez. La croissance en glissement annuel est remontée à 3,7% au dernier trimestre, contre 2,5% au trimestre précédent, tandis que la confiance des investisseurs a atteint son plus

haut niveau en dix mois. L'Egypte bénéficie par ailleurs du soutien des pays du Golfe, qui lui ont apporté près de 17 milliards de dollars depuis janvier. Le déficit public demeure cependant supérieur à 10% du produit intérieur brut et le gouvernement égyptien prévoit seulement de le ramener à 8,5% d'ici à 2019, alors que le coût des intérêts de la dette s'est accru de plus d'un tiers par rapport à 2013. R. E.

Bilan de la sûreté de wilaya de Boumerdès

156 personnes arrêtées dont sept femmes

■ Concernant les infractions liées à la drogue et les psychotropes, le bilan indique que la brigade spécialisée contre la lutte de ce fléau a traité pas moins de 13 affaires dans lesquelles sont impliqués 19 individus.

Par A. Kichni

Les différentes structures de la sûreté de wilaya de Boumerdès ont traité, au cours du mois de septembre, pas moins de 110 affaires dans lesquelles sont impliquées 147 personnes majeures, 7 femmes et un mineur, indique un communiqué faisant état du bilan du mois de ladite structure départementale.

31 parmi ces dernières ont été placées sous mandat de dépôt, 43 ont bénéficié de la citation directe et comparaitront en audience et une autre placée sous contrôle judiciaire, précise le communiqué.

Selon ce dernier, 49 affaires sont liées aux coups et blessures volontaires dans lesquelles sont impliqués 77 individus, un mineur et 4 femmes,

12 affaires de vol sur la voie publique, 16 affaires pour insultes et propos désobligeants, 9 affaires pour outrage et agression sur agents dans l'exercice de leurs fonctions, 3 affaires pour association de malfaiteurs et 9 affaires pour menace.

Quant aux infractions liées à la drogue et les psychotropes, le bilan indique que la brigade spécialisée contre la lutte de ce fléau a traité pas moins de 13 affaires dans lesquelles sont impliqués 19 individus et saisi 32,1 g de drogue type résine de cannabis et 34 comprimés de psychotropes.

16 dealers ont été placés sous mandat de dépôt, 7 ont bénéficié de la citation directe et un autre a été placé sous contrôle judiciaire.



Ph. DR

Retrait de 420 permis de conduire dont 80 pour excès de vitesse

Par ailleurs, le bilan des services de la circulation routière indique que les différentes brigades mobiles et de motocycles

ont procédé au retrait de pas moins de 420 permis de conduire, 340 pour des infractions liées au code de la route (ligne continue, dépassements dangereux et autres), 80 par le dispositif de radar pour excès de vitesse et la mise en fourrière de 39 véhicules,

notamment de transport de voyageurs et 133 contraventions pour les différentes infractions, stationnement interdit, arrêt dangereux, ajoute le bilan. Quant aux accidents de la circulation, les services ont enregistré 25 cas, contre 23 au mois d'août, qui ont occasionné la mort de 2 personnes et blessé 26 autres. Selon les statistiques, les infractions liées au code de la route sont commises par des chauffeurs dont l'âge varie entre 19 et 26 ans qui ne respectent aucunement les panneaux de signalisation dans les agglomérations.

A. K.

Boudouaou

Arrestation d'un trafiquant de drogue

Le numéro vert de la Sûreté nationale «15 48» a fait les frais d'un malfaiteur spécialisé dans le commerce de la drogue.

En effet, c'est à la suite d'un appel téléphonique sur ledit numéro, émanant d'un citoyen dénonçant un dealer qui sévit dans un chantier de construction à Boudouaou, que les policiers de la lutte contre la drogue et les stupéfiants ont planifié une opération

sur le site. Après son identification, puisqu'il s'agit d'un repris de justice répondant aux initiales S.H âgé de 37 ans, il a été interpellé et soumis à un interrogatoire au cours duquel il a reconnu les faits. Au moment de son arrestation il disposait de 30,8 grammes de drogue, 44 comprimés de psychotropes destinés à la vente, une bombe à gaz, un couteau gros calibre, un cutter et une impor-

tante somme d'argent, recette de la vente de la journée. Déféré au parquet, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt au centre de rééducation de Tidjelabine par le procureur de la République près le tribunal de Boudouaou pour les chefs d'inculpation de détention et commerce de drogue et port d'armes prohibées.

A.K.

Cité CNEP d'El Tarf

Des fuites récurrentes d'eau potable excèdent les habitants

Les fuites récurrentes d'eau potable qui créent mares et étangs d'eaux stagnantes au cœur de la cité CNEP d'El Tarf «excèdent au plus haut point» les habitants de cette cité dont des représentants ont pris attache, dimanche, avec l'APS.

Une situation qui perdure, selon eux, «depuis des années» sans qu'une solution définitive ne vienne y mettre fin.

Outre la déperdition du précieux liquide qui manque dans plusieurs autres quartiers de la ville, les mares d'eaux stagnantes provoque, selon les citoyens de la cité, un «véritable calvaire» qui s'aggrave en période hivernale qui voit des habitants éprouver d'énormes difficultés à sortir de leurs immeubles, notamment en contrebas des blocs 1 et 4.

Approché à ce sujet par l'APS, le directeur de l'unité locale de la Société des eaux et de l'assainissement d'El Tarf-Annaba (SEATA), Mokhtar Chergui, a indiqué que cette situation est due à la «vétusté du réseau d'eau potable».

Les services de la SEATA «prennent en charge les fuites en fonction des priorités, en attendant la rénovation totale du

réseau de la ville d'El Tarf», a indiqué ce responsable.

De leur côté, les services de la Direction des ressources en eau ont fait savoir qu'«une opération de rénovation totale des réseaux de distribution sera entamée, au plus tard, durant la première quinzaine du mois de novembre prochain».

Said F.

Tlemcen

Des études pour une meilleure fluidité de la circulation automobile

Quatre études techniques sont engagées par la direction des travaux publics de la wilaya de Tlemcen visant à éliminer les points noirs et à assurer une meilleure fluidité de la circulation automobile, a-t-on appris dimanche du service infrastructures de base de cette direction.

Ces études portent sur le dédoublement de la route nationale (RN 22) dans son tronçon reliant Mansourah à Terny sur 12 kilomètres, du chemin de wilaya (CW 22) sur 9 km, du tronçon reliant la RN n° 7 A et Ghazaouet, dédoublement d'une partie de la

RN 98 entre la RN 35 et le village de Khroufa dans la daïra de Ghazaouet et la réalisation d'une voie d'évitement du village «Ouchba» dans la daïra de Chetouane, a-t-on précisé. En plus de ces études, des travaux sont en cours pour réaliser des projets routiers dont la voie express qui reliera le port de Ghazaouet à l'autoroute Est-Ouest sur 41 km. Les travaux du premier tronçon de cette route ont été lancés, a indiqué le chef de service, Houari Chermati. Un autre projet sera réalisé au nord-ouest de la wilaya, portant sur le dédoublement de la RN 7 A reliant

Maghnia à Marsa Ben M'hidi sur 60 km, selon le même responsable qui a souligné que ce projet contribuera à résorber des points noirs et à conférer plus de fluidité au trafic automobile notamment en saison estivale, surtout avec l'ouverture d'un accès à l'autoroute Est-Ouest.

Le nord de la wilaya sera renforcé par une voie côtière reliant, dans un premier tronçon, Marsa Ben M'hidi à Ghazaouet sur 58 km.

Lancé en février 2013, ce projet a été scindé en quatre phases pour accélérer les travaux d'un délai de 24 mois.

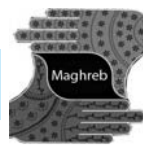
Ali O.

Mila Engouement grandissant pour le crédit R'fig

LE NOMBRE d'agriculteurs ayant bénéficié du crédit R'fig est passé, dans la wilaya de Mila, de moins de 350 fellahs, en 2008, à 1 609 en 2014, démontrant un «engouement grandissant» pour cette formule de soutien, a indiqué dimanche le directeur des services agricoles (DSA), Rabah Ferdas.

Les crédits accordés pour les activités agricoles liées à la prochaine campagne moissons-battage ont atteint plus de 1,3 milliard de dinars, ce qui permettra l'emblavement, dans de bonnes conditions, d'une superficie globale de 107 688 hectares de céréales et de 3 000 ha de légumes secs, a déclaré la même source. S'agissant des labours, la campagne est avancée à hauteur de 40% dans la wilaya de Mila. Elle a nécessité 130 000 quintaux de semences de céréales, 12 300 quintaux d'engrais azotés ainsi que 70 000 quintaux d'engrais phosphatés.

R. R.



Libye/Cinquième jour d'une offensive anti-islamiste

Des combats meurtriers à Benghazi

■ Des armes de différents calibres ont été utilisées dans une guerre de rues, au milieu d'un quartier résidentiel à forte densité d'habitations. Le Croissant-Rouge libyen a appelé à un cessez-le-feu «même pour une heure» pour permettre aux familles de fuir les zones de combat...

Samie L./Agence

Benghazi est l'une des zones les plus troublées de la Libye, un pays plongé dans le chaos et livré aux milices depuis le renversement de Maâmar Kadhafi au terme de huit mois de conflit, en 2011. Des combats ont fait rage vendredi soir et samedi à Benghazi, dans l'est libyen, où 23 personnes ont été tuées, dont 4 dans un attentat suicide, au troisième jour d'une offensive lancée par des forces pro-gouvernementales contre des milices islamistes.

Les affrontements de vendredi sont les plus violents depuis le début, mercredi matin, de l'offensive lancée par le général à la retraite Khalifa Haftar, appuyé par l'armée et des civils armés. Selon des témoins, un kamikaze a fait exploser sa voiture à son arrivée à un barrage dressé par des jeunes qui participent aux combats aux côtés des militaires, à l'entrée du quartier de Bouhdima dans le centre de Benghazi.

Le Centre médical de Benghazi a indiqué avoir reçu trois cadavres et les restes du corps du kamikaze, faisant état aussi d'un blessé dans un état critique. Vendredi, les affrontements ont notamment eu lieu dans le quartier central d'al-Majouri où résident Mohamed al-Zehawi, le chef du groupe jihadiste Ansar Ashari'â – classé organisation terroriste par Washington – et plusieurs de ses hommes. Selon

des témoins, des armes de différents calibres ont été utilisées dans une guerre de rues, au milieu d'un quartier résidentiel à forte densité d'habitations. Le Croissant-Rouge libyen a appelé à un cessez-le-feu «même pour une heure» pour permettre aux familles de fuir les zones de combat.

Les forces aériennes ont mené par ailleurs des raids sur des fiefs des groupes islamistes à Benghazi, notamment dans les quartiers d'al-Lithi, al-Massaken et Bouatni, au sud-est de la ville. Sur son compte Twitter, l'ambassadrice américaine en Libye, Deborah Jones, a «condamné les attaques en cours d'Ansar Ashari'â contre le peuple libyen». «La confrontation avec des organisations terroristes est nécessaire (mais) doit être menée par les forces armées régulières sous le contrôle et la responsabilité de l'autorité centrale», a-t-elle encore indiqué.

Le général Haftar, qui avait participé à la révolte contre Maâmar Kadhafi, a lancé en mai une opération baptisée «Dignité» contre les milices qu'il a qualifiées de «terroristes».

Il a été accusé dans un premier temps par les autorités de tenter un «coup d'Etat». Mais ces dernières ont changé de position depuis, et l'armée régulière libyenne affiche désormais clairement son soutien à l'opération du général Haftar et à sa nouvelle offensive sur Benghazi. Ce rapprochement a



Ph : DR

été dénoncé par la coalition de milices armées, notamment islamistes, et originaires de la ville de Misrata (est de Tripoli), qui contrôle la capitale depuis août. Cette coalition «Fajr Libya» a récemment élargi son offensive à l'ouest de Tripoli.

Depuis plusieurs jours, des combats font ainsi rage entre Fajr Libya et des forces de Zenten (ouest) et de leurs alliés, en particulier autour de la ville de Kekla, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tripoli. Selon des analystes, la flambée des violences en Libye ces derniers jours risque de compromettre le dialogue politique lancé fin septembre par l'ONU, dans le but de mettre fin aux violences et à l'anarchie institutionnelle dans le pays.

Les Libyens font face, en effet, à une situation inédite avec deux Parlements et deux gouverne-

ments en place, compliquant la difficile transition politique dans un pays en proie au chaos depuis la chute du régime Kadhafi en 2011.

75 personnes tuées en moins d'une semaine

Neuf personnes ont trouvé la mort dimanche dans de nouveaux affrontements à Benghazi, portant à 75 le bilan des morts depuis le début d'une offensive contre les groupes armés qui contrôlent cette ville de l'est de la Libye, selon des sources médicales. L'offensive, lancée par l'ex-général controversé Khalifa Haftar, est soutenue par les autorités reconnues par la communauté internationale qui tentent de reprendre la deuxième ville de Libye, tombée en juillet aux mains de groupes armés. Des civils ont pris aussi les armes pour soutenir les forces du général Haftar qui lut-

tent contre une coalition de groupes armés, dont les radicaux d'Ansar Asharia classés terroristes par les Etats-Unis. De nouveaux affrontements ont eu lieu dans plusieurs quartiers de Benghazi, tandis que les forces aériennes loyales au général Haftar ont mené des raids sur des positions de groupes armés. Et une résidence désertée de Khalifa Haftar a été visée par une attaque aux explosifs, selon une source militaire.

L'attaque a tué une femme et blessé sa fille alors qu'elles circulaient à proximité, selon le Centre médical de Benghazi. Ce centre médical a d'autre part dit avoir reçu six corps qui lui ont été remis par le Croissant-Rouge libyen. En outre, deux soldats ont succombé à l'hôpital Al-Baida, selon une source de l'établissement.

S.L./Agence

Prochaine présidentielle en Tunisie

Marzouki appelle les Tunisiens à se rendre aux urnes

Le président tunisien, Moncef Marzouki, candidat à sa succession, s'est dit «confiant» dans sa victoire lors de la présidentielle du 23 novembre prochain, et a appelé les Tunisiens à «se rendre aux urnes». «La Tunisie a réalisé 50% des objectifs de la révolution (...) en un temps record», a assuré M. Marzouki dans une longue interview diffusée dimanche soir par la chaîne privée Al-Hiwar Ettounsi. M. Marzouki avait fait allian-

ce avec les islamistes d'Ennahda, vainqueurs des premières élections libres de l'histoire de la Tunisie en octobre 2011, et le parti de gauche Ettakatol au sein d'une «troïka» au pouvoir jusqu'en janvier, avant que cette dernière ne laisse la place à un gouvernement apolitique chargé de préparer les élections. «Nous avons fait la moitié du chemin, nous avons bâti un Etat démocratique, nous avons fait une Constitution», a-t-il ajou-

té, à une semaine des élections législatives. Il a aussi de nouveau défendu son alliance avec Ennahda, estimant avoir ainsi permis de concilier les camps islamiste et laïque.

Se disant «confiant» dans sa réélection, M. Marzouki a exhorté les Tunisiens à «se rendre aux urnes» en jugeant que les élections étaient «un moment décisif» pour le pays. Ces élections «sont une lutte entre l'ancien régime qui ne veut pas mourir et le nou-

veau régime qui n'est pas encore né», a-t-il lancé. Pas moins de six figures de l'ancien régime de Zine El Abidine Ben Ali, renversé en janvier 2011 par une révolte populaire, sont candidates à la magistrature suprême.

Les législatives du 26 octobre et la présidentielle du 23 novembre sont considérées comme cruciales pour bâtir des institutions démocratiques pérennes, près de quatre ans après la révolte. **Nabila T./Agence**

Sahara occidental occupé

Une ONG américaine lance un appel urgent pour le respect des droits de l'homme

L'organisation américaine US-Western Sahara Foundation a lancé un appel urgent à la communauté internationale afin de garantir le respect de la situation des droits humains au Sahara occidental occupé par le Maroc, rapporte l'agence de presse sahraouie SPS. Dans un communiqué publié par la fondation, sa présidente, M^{me} Suzanne Scholte, a réitéré son appel à la communauté internationale à «intervenir d'urgence» pour mettre fin aux violations arbitraires contre des civils sahraouis sans défense dans les territoires occupés du Sahara occidental pour avoir appelé pacifi-

quement à leurs droits légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance. La fondation a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à élargir le mandat de la Minurso à la surveillance des violations incessantes des droits de l'homme au Sahara occidental, regrettant la poursuite des autorités marocaines des actes de violence contre les civils sahraouis, y compris l'assassinat et la torture. «L'ONU et la communauté internationale doivent agir d'urgence pour mettre fin à la violence injustifiée contre des civils sans défense et promouvoir le respect de la liberté de réunion, de mou-

vement et d'expression dans les territoires occupés du Sahara occidental par le Maroc», a déclaré M^{me} Scholte. Elle a également exhorté le Maroc à lever l'état de siège imposé au Sahara occidental afin de permettre l'accès des observateurs indépendants et des journalistes qui veulent se rendre au territoire. M^{me} Scholte «a présenté ses condoléances au peuple sahraoui à la suite de la mort tragique du prisonnier politique sahraoui et défenseur des droits de l'homme, Hassena Elouali», soulignant que sa mort «est un autre chapitre des souffrances qu'endure le peuple sahraoui sous

l'occupation marocaine depuis plus de quarante ans», ajoute la même source. L'ONG a souligné que l'enterrement de Hassena par les autorités marocaines en l'absence de sa famille est «une tentative pour dissimuler les circonstances réelles autour du décès tragique d'un homme, simplement en raison de son travail de défense pour le droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance». L'US-Western Sahara Foundation a exprimé son soutien à la famille de Hassena dans sa demande pour «une enquête juste et indépendante» sur les incidents qui ont conduit à sa mort. **R.G./SPS**



Yémen

20 rebelles chiites tués dans un attentat et des combats avec Al-Qaïda

■ Au moins 20 rebelles chiites ont été tués dans un attentat et de violents combats avec des insurgés d'Al-Qaïda la nuit dernière dans la localité yéménite de Radah (Centre), ont indiqué hier des sources tribales.

Par Ali O.

Les hommes d'Al-Qaïda ont fait exploser une voiture piégée près d'un bâtiment occupé par les combattants chiites et capturé 12 rebelles lors d'affrontements dans la région de Radah, province de Baïda, a-t-on ajouté de même sources.

Les combats pour le contrôle de Radah ont éclaté à la suite d'une série d'explosions ayant secoué l'est de la localité, ont indiqué des sources tribales et de la sécurité.

«Après les explosions, des combattants d'Al-Qaïda ont attaqué les rebelles (d'Ansaruallah), déployés dans le nord-est de Radah et sur une route reliant cette localité à la région d'Anas», limitrophe de la province voisine de Dhamar, a déclaré un dignitaire tribal.

Au cours des affrontements aux armes de différents calibres, qui se sont poursuivis pendant plusieurs heures, les combattants d'Al-Qaïda ont réussi à couper une voie de ravitaillement aux rebelles chiites qui s'étaient infiltrés dans la région de Manasseh, un fief du réseau extrémiste sunnite dans la province de Baïda, ont indiqué à l'AFP des sources de sécurité et un responsable local.



Ph. > D. R.

La rébellion chiite, dont le bastion se trouve à Saâda (nord), a profité de l'instabilité chronique du Yémen depuis le soulèvement de 2011 contre l'ancien homme fort Ali Abdallah Saleh, pour aller prendre le 21 septembre la capitale Sanaa. Malgré la signature d'un accord de paix sous l'égide de l'ONU, ces rebelles sont depuis descendus plus au sud,

s'emparant mardi du port stratégique de Hodeïda sur la mer Rouge et s'enfonçant aussi vers les provinces centrales de

Dhamar, d'Ibb et de Baïda, en l'absence de véritable résistance de la part des forces gouvernementales. A Ibb, chef-lieu de la

province éponyme, des tractations, supervisées dimanche par le gouverneur Yahia al-Ariani, pour le retrait des combattants de la ville n'ont pas abouti, a indiqué à l'AFP l'un des médiateurs engagés dans ces tractations.

«Les houthis insistent pour maintenir leurs hommes armés aux côtés des forces de sécurité et de l'armée à Ibb et dans la province (...) pour affronter les combattants d'Al-Qaïda et les empêcher de s'emparer de cette province», a ajouté le médiateur.

Des tribus d'Ibb, mobilisées contre la présence des rebelles chiites dans leur province, ont capturé «des dizaines de houthis», arrivés en renfort de Sanaa, selon des sources tribales.

La rapide expansion des houthis a accru la crainte d'un conflit ouvert avec Al-Qaïda, très actif dans le sud et le sud-est du Yémen. Al-Qaïda, qui recrute parmi les sunnites, majoritaires au Yémen, a juré de livrer une guerre sans merci aux rebelles chiites, issus de la communauté zaidite majoritaire dans le nord du Yémen.

A. O.

Hong Kong

Le mouvement prodémocratie dément toute ingérence extérieure

Les dirigeants du mouvement prodémocratie de Hong Kong ont démenti avec force hier les accusations du Chef du gouvernement local selon lesquelles les protestataires étaient manipulés par des «forces extérieures».

Dans un entretien dimanche soir avec une télévision de Hong Kong, Leung Chung-ying a assuré que des «forces extérieures» originaires d'autres pays attisaient les flammes du mouvement prodémocratie qui a vu depuis le 28 septembre descendre dans la rue des dizaines de milliers de manifestants et occuper trois sites du territoire autonome sous tutelle chinoise.

Le chef de l'exécutif s'est attiré les moqueries des leaders du

mouvement prodémocratie, qui expliquent que les protestataires sont motivés par leur soif de libertés démocratiques et leur mécontentement face aux inégalités croissantes dans l'ancienne colonie britannique.

«Mes liens avec l'étranger se limitent à mon téléphone coréen, mon ordinateur américain et mon Gundam japonais (série animée où les robots figurent en bonne place). Et bien sûr, tout ça est 'Made in China'», a ironisé Joshua Wong, un des leaders des étudiants, qui sont à la pointe du mouvement. Leung s'était refusé à identifier ces «forces extérieures». Les médias officiels chinois ont accusé à plusieurs reprises des «forces antichinoises» comme les États-Unis de manipuler les protestataires. Sur le continent, l'expression «révolution colorée», termes utilisés par Pékin pour désigner un mouvement politique financé par l'étranger, revient de plus en plus souvent. Pékin a aussi mis en garde contre toute ingérence étrangère dans les affaires de Hong Kong.

Alex Chow, président de la Fédération des étudiants de Hong Kong, a également démenti les accusations du chef du gouvernement, le mettant au défi de donner des exemples concrets de ce qu'il avance. «Il veut clairement s'en prendre au mouvement en le qualifiant de révolution colorée. Mais j'espère que, en tant que chef de l'exécutif comptable de ses actions, il fournira les éléments de preuve pour étayer ses accusations», a-t-il dit.

Leung s'exprimait après de nouveaux heurts violents entre policiers et manifestants, qui avaient fait 20 blessés aux premières heures dimanche. Depuis, la situation est calme à Hong Kong, à la veille du dialogue prévu entre gouvernement et étudiants. Peu d'observateurs s'attendent à ce que Pékin, qui craint la contagion démocratique, fasse la moindre concession à cette occasion. Les manifestants réclament la démission de Leung Chun-ying et l'instauration d'un véritable suffrage universel dans le territoire autonome qui vit sa plus grave crise politique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997. Si la Chine a accepté le principe du suffrage universel pour l'élection du prochain chef de l'exécutif en 2017, elle entend conserver le contrôle des candidatures.

Irak

11 morts dans un attentat devant une mosquée chiite de Bagdad

ONZE personnes ont été tuées hier dans un attentat suicide perpétré devant une mosquée chiite de Bagdad, a-t-on appris auprès des services de santé et de sécurité, moins de 24h après une attaque similaire contre des fidèles chiites dans la capitale.

«Il s'agit d'un attentat suicide visant des gens qui sortaient de la 'housseiniyat' al-Khayrat» à l'issue de la prière de la mi-journée à Sinak, un secteur du centre de Bagdad, selon un colonel de police. L'attaque a également fait 26 blessés, selon un officier et une source médicale. Elle survient moins de 24h après qu'un kamikaze eut déclenché ses explosifs contre une autre mosquée chiite du centre de la capitale tuant au moins 22 personnes, et faisant au moins 36 blessés. Bagdad a connu ces derniers jours une recrudescence des attentats, dont plusieurs ont été revendiqués par le groupe extrémiste sunnite État islamique (EI). Cette nouvelle série d'attaques fait craindre que les jihadistes ne soient en train de préparer des attentats contre des rassemblements de fidèles à l'occasion des commémorations de l'Achoura, la plus importante cérémonie religieuse chiite culminant au 10e jour du mois musulman de Moharram, à la fin de la semaine. Plusieurs centaines de milliers de fidèles convergent pour l'occasion à pied vers la ville sainte chiite de Kerbala, au sud de Bagdad, et leurs processions ont été ces dernières années la cible d'attentats meurtriers.



Points chauds

Responsabilité

Par Fouzia Mahmoudi

Si Nicolas Sarkozy essaie à toute force de se démarquer de l'affaire Bygmalion, pour le moment il n'y arrive pas vraiment étant constamment renvoyé au dossier par les médias ou même par des personnalités de son propre camp. Ainsi, le député Hervé Mariton, candidat à la présidence de l'UMP, a vu cette semaine «une responsabilité» sans «culpabilité» de l'ancien président dans l'affaire Bygmalion. S'ils sont «prêts à ne pas imputer la faute à Nicolas Sarkozy», beaucoup de militants «considèrent, comme moi, que le principal responsable (de la campagne présidentielle) est le candidat, qu'en cas de problème, c'est le chef qui doit en répondre», déclare l'élu de la Drôme dans une interview à L'Opinion. «S'il n'y a pas de culpabilité dans le déroulé de la campagne, il y a une responsabilité dans son financement.» Prenant l'exemple du dépassement de 400 000 euros ayant empêché la validation des comptes de campagne du candidat, et entraîné une levée de fonds auprès des militants UMP, Mariton a estimé qu'il y avait «bien eu, d'un côté une solidarité légitime, et de l'autre le constat d'une responsabilité. Les militants avaient été solidaires d'un Nicolas Sarkozy responsable», a-t-il déclaré. De ce fait, le candidat à la présidence de l'UMP juge qu'il «pourrait y avoir demain une difficulté à rendre compte de l'ensemble des événements qui se sont produits en 2012 pour une personne qui serait à la fois celle qui pose les questions et celle qui doit leur apporter des réponses». «C'est un argument parmi d'autres pour souligner combien la présidence de l'UMP exercée par Nicolas Sarkozy serait tout de même une approche aujourd'hui curieuse et inappropriée», a-t-il conclu. Directeur adjoint de la campagne sarkozyste, Jérôme Lavrilleux avait assuré le 26 mai qu'un système occulte avait été mis en place pour éviter de dépasser le plafond autorisé des frais de campagne, soit environ 22,5 millions d'euros. Surtout l'on se souvient comment les militants et sympathisants avaient été priés de contribuer financièrement au trou de 11 millions d'euros qu'avaient causé la campagne du président-candidat dans les caisses de l'UMP. Un Sarkothon qui aujourd'hui fait grincer de plus en plus de dents, notamment de la part de ceux qui ont mis la main à la poche et qui ont l'impression d'avoir été abusés par Sarkozy et son équipe. Toutefois, une majorité de militants ne semble pas tenir rigueur à l'ex-chef de l'État et continue de le soutenir dans sa volonté de reprendre les rênes de leur parti. Reste à savoir si les autres personnalités de l'UMP qui aimeraient bien se faire une place au soleil utiliseront comme Mariton la carte Bygmalion ou celle des autres, multiples affaires judiciaires dans lesquelles est empêtré Sarkozy, ou s'ils craindront de se mettre à dos la base des électeurs de l'UMP qui reste indéfectiblement sarkozyste.

F. M.



Musique

Un week-end de prestations musicales à Oran

■ La ville d'Oran s'apprête à vivre un week-end musical plein de sonorités, de mélodies et de joie. C'est à la salle Le Maghreb (ex-Régent) que le public est invité du 23 au 25 pour assister aux plus belles prestations musicales animées par de grands noms de la chanson algérienne et espagnole. Hamidou, Nisrine Ghenim, Brahim Hadj Kacem et le groupe Ruta Purpura sont au menu des organisateurs de ce week-end musical. La clôture sera espagnole, à l'occasion de la célébration de l'amitié algéro-espagnole.

Par Abia Selles

Les Oranais vont se régaler ce week-end avec une programmation musicale répondant à différents goûts. De la variété algéroise, de la musique andalouse et de la musique espagnole sont au menu. Ce programme artistique, qui débute dans la soirée de

jeudi et se poursuivra jusqu'à samedi à la salle Le Maghreb (ex-Régent), se veut une occasion pour revisiter les plus belles chansons des musiques algérienne et espagnole.

La scène sera ouverte avec un spectacle donné par la belle voix de Hamidou qui gratifiera l'assistance d'un bouquet de chansons algéroises et hawzi.



Ph. DR

Cet artiste, connu par l'ambiances qu'il crée à chaque fois, interprétera des chansons de son propre répertoire artistique ainsi que des reprises du patrimoine. Malgré son absence des studios d'enregistrement, cet élève des écoles El Fakhardjia et El Fen Wal Adab continue à animer de superbes soirées aux familles algériennes qui le sollici-

tent très souvent pour les fêtes familiales. Le lendemain, le public sera au rendez-vous avec deux grands interprètes de musique andalouse de l'ouest algérien. La voix féminine sera représentée par Nisrine Ghenim qui a réussi dans un laps de temps à se faire un nom sur la scène artistique algérienne et maghrébine. Sa participation aux

différentes festivités nationales et internationales à fait d'elle une référence dans ce genre musical. Quant à la voix masculine, elle sera représentée par le grand artiste Brahim Hadj Kacem. Le public de ce dernier est en forte recrudescence vu sa voix veloutée, ses prestations particulières et les textes interprétés. Il a animé plusieurs soirées dans plusieurs pays arabes et européens.

Ce week-end musical sera clôturé avec un concert exceptionnel de fusion funk, orientale, jazz et espagnole du groupe Ruta Purpura. Cette soirée, animée au bonheur des amoureux de la musique espagnole, est organisée à l'occasion de la célébration de l'amitié algéro-espagnole. **A.S.**

Galerie Dar El-Kenz

Ouverture du «Salon d'automne du petit format»

Le 14^e «Salon d'automne du petit format» de la galerie d'art Dar El-Kenz offre au public une centaine d'œuvres, majoritairement inédites, qui brassent diverses formes et techniques d'art plastique.

L'exposition qui se poursuit jusqu'au 6 novembre dans les locaux de l'atelier d'encadrement de la galerie à Bouchaoui, décline sur quatre espaces les œuvres picturales, les sculptures et autres objets artisanaux d'une vingtaine de créateurs d'horizons divers.

Les œuvres sont signées par «des artistes permanents de la galerie» mais également par des «artistes confirmés mais peu

connus», a indiqué M^{me} Guelimi Zahia, gérante de la galerie.

«Nous optons pour le petit format pour pouvoir donner à voir 25 artistes de styles et écoles divers», explique-t-elle, tout en se félicitant des nouvelles griffes venues enrichir la galerie. Ainsi, les œuvres d'art contemporain de Skenazene Samia, Meriem Aït El-Hara, Karima Sahraoui, Rahmani Abdelghani et Djeflal Adlene, font découvrir des mondes inattendus. «Lorsque je crée, je suis totalement habitée. Je fais un voyage initiatique à travers la matière, la transparence et la couleur puis j'invite chaque personne à partager ce voyage», a déclaré Skenazene

Samia, ancienne étudiante de l'Ecole des beaux-arts d'Alger.

Ses petits tableaux au goudron, huile, et pigments sur carton, captent l'imagination par autant d'univers mystérieux rendus immédiatement accessibles au visiteur.

Rahmani Abdelghani, jeune autodidacte qui participe pour la seconde fois au salon d'automne de Dar-El-Kenz dit, lui, avoir choisi de «faire ressortir des couleurs positives», bleus et verts francs et acides qui tranchent avec le monde noir et blanc ultra-féminin de Meriem Aït El-Hara et les portraits contrastés de Karima Sahraoui. **L.B.**

Échanges culturels

Le corail d'El Tarf attire les visiteurs à Tissemsilt

Les produits à base de corail et les pipes exposés dans le cadre de la semaine culturelle de la wilaya d'El Tarf, ouverte dimanche à la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait Belkacem» de Tissemsilt, attirent un grand nombre de visiteurs.

Le public tissemsilti manifeste une grande admiration pour la prouesse de l'artisan Abdelwahab Litim qui fabrique des objets attrayants à base de corail en forme de poissons, de bibelots de garniture et de déco-

ration. L'artisan Azzeddine Ghid, qui expose des gammes variées de pipes faisant la particularité de l'artisanat dans cette région dans l'extrême est du pays, a reçu également grand monde.

Des expositions de bijoux en corail, d'ustensiles en poterie, d'habits traditionnels, de plats populaires, de tapis et autres produits de vannerie sont au menu de cette semaine culturelle. De vieux manuscrits et des photos mettant en exergue l'histoire de la wilaya d'El Tarf, ses

érudits et ses personnalités dont l'ancien président de la République, Chadli Bendjedid, sont également exposés. Un espace est également réservé à des tableaux d'arts plastiques de l'artiste Mohamed Achour et de calligraphie arabe de Leshili Salim. Les visiteurs ont en outre à admirer des photos du Parc national d'El Kala avec sa richesse florale et faunistique renfermant des oiseaux rares. Plusieurs activités ont été programmées au titre de cette

semaine culturelle, dont des spectacles folkloriques et des soirées animées par les troupes «Dendania» des aissaouas, «El Amel» du malouf, «Dikr» de madih, aux côtés de lectures poétiques de Khachana Tahar.

Pour leur part, les enfants de Tissemsilt seront au rendez-vous avec la pièce théâtrale «El baqara Yasmina oua thaaleb» (La vache Yasmina et le renard) de l'association El Manar. **H.M.**

Illizi

Un cours sur le tfinagh dispensé à des collégiens

Un cours modèle sur les graphes tfinagh a été dispensé dimanche au collège Cheikh Bachir-El-Ibrahimi à Djanet (Illizi), en marge du colloque «Le tfinagh, une norme à valoriser», organisé à l'initiative du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA).

Dans ce cadre, l'exposé de Mohamed Hamza, enseignant de tamazight à Tamanrasset, sur les caractères tfinagh utilisés par les Touaregs de la tribu Imouheg, a été attentivement suivi par les collégiens qui ont, à cette occasion, reçu des dépliants sur l'alphabet et le graphisme tfinagh, et procé-

dé à l'écriture de phrases avec des graphes en tfinagh.

Mettant à profit cette rencontre académique, le secrétaire général (SG) du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), Si Hachemi Assad, a mis l'accent sur la nécessité d'enseigner le tfinagh dans les différents établissements scolaires de la wilaya d'Illizi. M. Assad a également salué les efforts déployés par l'Etat pour la généralisation de tamazight à travers les établissements scolaires, pour sa préservation et sa promotion en tant que legs et élément de l'identité algé-

rienne. Le SG du HCA a rappelé que l'enseignement de tamazight a été introduit au niveau de 11 wilayas, dont Tamanrasset, Adrar, Tizi-Ouzou et Béjaïa, et diverses universités du pays, parmi lesquelles Tizi-Ouzou, Bouira, Béjaïa et Batna.

Cette rencontre (18-19 octobre) s'est déroulée avec la participation de chercheurs et linguistes concernés par le tamazight, venus des universités de Tamanrasset, Béjaïa, Alger et Tizi-Ouzou pour examiner les voies de promotion de la langue amazighe. **M.K.**

Agenda culturel

Galerie d'art Civ-Ceil (Oran)

Jusqu'au 28 octobre :
Exposition «Peinture & Poésie» de Mersali Othmane.

Cinémathèque algérienne

Jusqu'à la fin du mois d'octobre :

Projection des films *Titi* de Khaled Barket et *L'Héroïne* de Chérif Aggoune.

Salle El-Mouggar

Jusqu'au 28 octobre :
Projection du film *L'andalou* de Mohamed Chouikh, à raison de 3 séances : 14h-17h-20h, sauf les dimanches.

Vendredi 24 octobre :

Présentation de la pièce théâtrale pour enfants *Rihlet El Mouharridj* de la coopérative culturelle Boudhour El Fen de Tizi Ouzou.

Du 29 au 31 octobre :

Journées du film révolutionnaire avec trois films au programme, en collaboration avec le CNCA.

29 octobre : projection du film *Zone interdite* d'Ahmed Lallef.

30 octobre : projection du film *Hors-la-loi* de Rachid Bouchareb.

31 octobre : projection du long métrage *L'opium et le bâton* d'Ahmed Rachedi.

Coup-franc direct



On n'a rien appris

Par Anouar M.

Malgré le fait qu'il y a eu un gravissime précédent avec le décès du joueur de la JSK, Albert Ebossé décédé sur un terrain de football, les écueils reviennent sur nos terrains avec des faits graves qui suscitent indignation et colère. Ce qui est arrivé au stade Bologhine lors du match entre le NAHD et le CRB avec ce tifo de honte montre que certains ne comprennent rien au football. Le stade ne devrait pas être un défouloir où certains montrent leur haine et leur désespoir et devait être plutôt un lieu de convivialité où les supporters devraient plutôt se montrer sportifs et ainsi se contenter de supporter leur club et le porter aux nus. Cette violence morale contribue à créer un climat malsain entre les différents fans de clubs rivaux, ce qui est quelque chose de grave. C'est là donc que la LFP devrait intervenir en interdisant ce genre de tifo et de banderoles provocatrices qui contribuent à envenimer la situation dans nos stades. Le stade de Blida a été aussi le théâtre de scènes regrettables de violence entre supporters de l'USM Blida et l'IRB Hadjout. Là aussi, la Ligue est appelée à intervenir pour mettre fin à ce genre de dérapages même si les clubs restent spectateurs et ne remplissent pas leur rôle pour sensibiliser ces supporters. A. M.

MO Béjaïa Amrani vise le maintien



L'entraîneur du MO Béjaïa, Abdelkader Amrani, a salué dimanche la performance de son équipe, invaincue après 7 journées de championnat de L1 de football, indiquant que le principal objectif reste le maintien. «*Nous sommes en train de réaliser un excellent début de saison, qui nous a permis de rester invaincus jusque-là. Cette performance n'est pas le fruit du hasard, puisque tout le monde y a contribué. Le plus important est de rester sur cette dynamique*», a affirmé le coach des «Crabes».

Le MOB, vainqueur du CS Constantine (2-0) samedi, est devenue la seule équipe toujours invaincue de la Ligue 1. Il s'agit également de la première victoire des Béjaïouis à domicile cette saison, eux qui peinaient dans leur stade de l'Unité maghrébine. «*Nous ne devons pas nous enflammer. Notre objectif reste*

bien évidemment le maintien. Dans le cas échéant, nous allons viser une place honorable au classement final», a-t-il ajouté. En poste depuis la saison dernière, Abdelkader Amrani, qui avait succédé à Mourad Rahmouni, estime que «*la stabilité au sein de l'effectif*» est l'une des raisons de la réussite du MOB cette saison. «*L'ossature de l'équipe a été préservée, ce qui nous a permis de stabiliser l'effectif, tout en engageant de nouveaux joueurs dans des postes bien précis. Le staff technique n'est pas en reste, puisque il n'a pas été changé, ce qui est positif*», a souligné Amrani qui pense qu'en «*dépit de l'excellent parcours du MOB, son avenir sera tributaire des prochains résultats*», a-t-il conclu.

A l'issue de la 7^e journée, le MOB pointe à la 5^e place au classement de la L1 avec 11 points, à deux longueurs du leader, le CS Constantine.

Sampdoria de Gênes Mesbah gagne du temps de jeu



L'a formation de la Sampdoria de Gênes où évolue le défenseur international algérien, Djamel Mesbah, a fait match nul dimanche sur le terrain de Cagliari (2-2), dans le cadre de la 7^e journée du Championnat italien de football. Ayant mené au score grâce à deux buts signés Gabbadini (28') et Mba

Obiang (39'), la «Samp» s'est fait rejoindre en seconde période par Avelar (60' sur penalty) et Sau (77'). Remplaçant au début de la rencontre, Mesbah a fait son apparition à la 61^e minute de jeu, en remplacement de son coéquipier Martins Eder. Le joueur algérien a rejoint l'équipe de Gênes durant l'intersaison en provenance du FC Parme, pour un contrat de trois ans. A l'issue de ce résultat, la Sampdoria préserve sa 3^e place au classement de la Serie A avec 15 pts, à quatre longueurs du leader, la Juventus de Turin. Mesbah avait pris part, en tant que remplaçant, aux derniers matches de l'équipe nationale face au Malawi, les 11 et 15 octobre, inscrivant à l'occasion son premier but en sélection lors de la victoire de l'Algérie à Blantyre (2-0).

Après le communiqué de la Fédération FAF-Hannachi, le torchon brûle

■Tout porte à croire que la relation entre la Fédération algérienne de football et le président de la JSK, Moh Chérif Hannachi, devrait de plus en plus se dégrader après les accusations que s'échangent les deux parties.

Anouar M.

En effet, tout avait commencé quand le patron de la formation kabyle a décidé de s'exprimer vertement en ce qui concerne l'affaire de la sanction de son club après le décès du joueur camerounais, Albert Ebossé, en critiquant le silence de la FAF qui, selon lui, n'avait pas aidé son club. Le président, Hannachi, est ensuite allé loin en révélant de graves affaires en relation avec la FAF. Cependant, ce qui a sorti la Fédération de ses gons est cette affaire de non-paiement des arriérés de l'ancien joueur malien, Cheikh Omar Dabo, ce qui a failli coûter cher au club puisqu'il était menacé de relégation par la CAF.

Les responsables de la fédération ont tenu à préciser que cette structure avait aidé le patron de la JSK en lui



PH. > DR.

avançant des sommes d'argent et en lui faisant des facilités mais que malgré cela il a continué à demander des aides notamment dans cette affaire de Dabo où il se devait de payer les arriérés et les amendes.

La FAF ne comprend pas comment un club qui a un budget qui dépasse les 20 milliards de centimes ne peut pas s'acquitter d'une telle somme.

Le patron du club kabyle, lui a décidé de riposter d'abord en affirmant qu'il a demandé un temps à la

commission d'appel qui l'avait convoqué pour préparer sa défense. Il dira aussi que la FAF l'avait trahi car il avait un problème technique à la banque mais que le président de la fédération s'est refusé d'aider son club non seulement dans l'affaire Dabo mais aussi dans l'affaire de l'entraîneur français, Lang.

Il estime donc que ce sont les responsables de la FAF qui sont fautifs alors qu'il avait l'intention de payer ces dettes envers le joueur.

A. M.

Ligue des champions (Finale aller)

L'ES Sétif dispose de tous les moyens

Tous les moyens sont mis en œuvre pour que l'ES Sétif ne rate pas son rendez-vous avec l'histoire, dimanche prochain à Kinshasa (RD Congo) en finale aller de la Ligue des champions d'Afrique de football face à l'AS Vita-Club, a déclaré dimanche à Sétif, le coach de l'équipe, Kheireddine Madoui.

«*Notre travail durant le stage entamé aujourd'hui (dimanche) à l'Ecole nationale des sports olympiques (Enso) sera axé, en priorité, sur le double aspect technico-tactique et psychologique*», a souligné l'entraîneur de l'équipe sétifienne au cours d'une conférence de presse animée à l'Enso en compagnie du président du club, Hacene Hammar, du directeur sportif, Daïa-Eddine Boulahdjilet, et de l'entraîneur des gardiens de but, Antar Osmani.

S'agissant du côté physique, Madoui a tenu à se montrer rassurant étant donné que mis à part Hichem Oulmi qui restera éloigné des terrains durant trois mois, l'effectif est en «*bonne condition*» même si, a-t-il tempéré, «*le peu de joueurs disposant d'une licence africaine (19 éléments dont 2 gardiens de but, ndr) pourrait être problématique en cas de pépin physique de dernière minute*».

Il reste, a encore souligné le jeune coach de l'Entente, que «*tous les garçons sont concentrés sur leur sujet, affichent beaucoup d'ambition et sont, surtout, conscients du fait qu'ils sont tout près d'écrire la plus belle page de l'histoire de leur club et de marquer celle du football de leur pays*».

A une question relative aux résultats plutôt décevants de son équipe en championnat, ainsi qu'à l'inefficacité de l'attaque, Madoui dira qu'une finale historique de Ligue des champions et une compétition nationale sont deux choses complètement différentes. «*Nous ne pouvons rien au fait que nos joueurs ont souvent disputé les matches de championnat 'la peur au ventre' par crainte qu'une*



blesure vienne compromettre leur participation à la plus prestigieuse des compétitions africaines inter-clubs», a souligné le coach avant d'ajouter que le staff technique prend tout le temps nécessaire pour expliquer aux joueurs qu'il faut «*surtout se concentrer sur le match aller, et seulement sur le match aller*» à l'issue duquel il ne faut pas compromettre ses chances de victoire finale.

De son côté, le président du club, Hacene Hammar, a souligné que l'entraînement prévu ce dimanche sera le dernier au stade du 8-Mai 1945 avant le stage fermé de quatre jours à l'Enso. L'équipe s'envolera pour Kinshasa vendredi prochain à bord d'un vol spécial qui décollera à

10h00 de l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine, a encore précisé le boss sétifien, signalant qu'un membre du comité directeur, en l'occurrence Hakim Bourahla, ralliera la capitale congolaise mercredi pour préparer le séjour de la délégation sétifienne et «*éviter les erreurs commises lors du déplacement à Lubumbashi pour la demi-finale*».

Le retour de l'équipe en Algérie se fera aussitôt après la rencontre dont le coup d'envoi est prévu à 14h30, a fait savoir le président Hammar qui a tenu à rendre hommage à «*tous ceux qui ont travaillé depuis 1958 (année de création de l'ESS, ndr) pour que l'Entente atteigne le niveau qui est le sien aujourd'hui, citant, au passage (entre autres), les regrettés Mokhtar Arribi, Abdelhamid Kermali, Khelifa Khemicha et autre Rachid Benkari*».

Hacene Hammar a également tenu à remercier les pouvoirs publics et la Fédération algérienne de football pour toute l'aide apportée à l'équipe qui entamera, dès son retour de RD Congo, un second stage au Centre technique national de Sidi-Moussa pour préparer la manche retour de la finale.

Championnat nord-américain de football (MLS) M'bolhi écarté

L'équipe de l'Union Philadelphie où évolue le gardien de but international algérien, Rais M'bolhi, a renoué samedi soir avec la victoire en battant à domicile Sporting Kansas City (2-1), dans le cadre de la 33^e journée du Championnat nord-américain de football (MLS), conférence Est. Toujours en lutte pour se qualifier aux play-offs, le club s'est hissé à la 6^e place de la conférence Est (42 pts), à quatre points de Columbus Crew, actuel cinquième et en position de dernier qualifié. Le portier algérien, qui venait de prendre part aux deux matches de l'équipe nationale, face au Malawi, les 11 et 15 octobre, comptant pour les qualifications à la CAN-2015, n'a pas été convoqué pour cette rencontre. L'ancien gardien de but du CSKA Sofia (D 1 bulgare) a cédé sa place, à cette occasion, à son coéquipier Zac MacMath.



Profils

Portraits d'Algériens en adolescents politiques

Par Sid Ali Ouzerrouk

La politique est du point de vue des dictionnaires ce qui est relatif aux affaires publiques, soit une démarche qui accompagne les citoyens dans la gestion de leur vie dans la cité. De ce point de vue, et pour ce qui concerne en propre notre pays, les démarches et les actions contribuant à divers degrés à renforcer la place du citoyen dans la vie des collectivités et à favoriser la citoyenneté sont très souvent passées au second plan du fait d'un ordre de priorité politique qui résulte, d'une part, d'une non-reconnaissance profonde des droits et d'une inculture politique qui assimile toute protestation à un complot. Cette forme d'aveuglement est pourtant identifiée, dans de nombreuses enquêtes, comme une insuffisance majeure qui participe à la rupture du dialogue entre les pouvoirs publics et les citoyens et partant au déclenchement de réactions violentes.

La distribution des logements, l'octroi des emplois, les difficultés d'approvisionnement en eau potable et le déficit en équipements collectifs jusqu'aux dernières manifestations de policiers apparaissent comme autant de raisons de crises que la médiation incompétente, insuffisante ou carrément absente, est incapable d'identifier et a fortiori de résoudre ou d'en désamorcer les charges de violence. Il est en effet démontré que plus de 90% des réactions violentes des populations auraient pu être évitées si des discussions, voire même une simple audience de la part d'un responsable, avait eu lieu.

Les revendications exprimées par les multitudes en effervescence et les facteurs déclenchants des poussées émeutières invitent à la certitude qu'il existe, à la base, une relation de causalité directe entre les problèmes socio-économiques et la radicalisation des mouvements protestataires. Cette relation est validée par l'observation des faits au point où elle apparaît comme une évidence et pour tout le monde. Les médias établis, les experts consultés et jusqu'aux décideurs de haut niveau s'y laissent prendre, lui conférant de la sorte l'envergure d'une vérité scientifique qui met en

équation les relations administrateurs/administrés dans un paradigme violent qui ne tolère aucun espace d'intermédiation.

La relation entre le citoyen et les pouvoirs publics apparaît, aux yeux de nombreuses parties prenantes, comme un conflit structurel et permanent. A cela il faut associer une perception que les populations partagent et qui est basée sur une vision du monde organisée par une auto-représentation centrale d'abandonnés et de méprisés (mahgourine) et par une théorie de l'Etat prédateur (dirigeants et institutions corrompus), qui les enferment dans un rôle ontologique d'exclus, de marginalisés et de victimes. Ce point de vue, manichéiste et réducteur, alimente chez le plus gros des citoyens une image négative de l'Etat et de ses démembrements et nourrit un potentiel de protestation sociale. Tout comme il conforte, dans l'esprit d'un très grand nombre de décideurs, une déviance à l'égard du «peuple» qu'ils considèrent comme une masse d'assistés, individualistes, corruptibles et sans réelle conscience politique.

Cette absence d'évolution vers une réelle démocratie marginalise l'activité politique dans sa configuration la plus «sensible» au détriment d'une action politicienne dont les ressorts échappent à l'écrasante majorité des citoyens. L'absence de cette activité politique au quotidien, locale, de proximité, proche des préoccupations des citoyens, est aussi une des causes du déclenchement de la violence. Cette situation est due à l'inexistante d'une médiation sociale de terrain, qui serait exercée par les élus, les syndicats, les organisations professionnelles, etc. en tant qu'ils seraient mandatés par la «société civile» ou par les multiples corps de métiers et d'activités.

Le fait est que les préjugés ont la vie dure, la politique et les politiciens restent enfermés dans des grands centres et dans des cercles relativement étroits.

Pour s'en sortir, la tâche est immense. Elle suppose que soient réformés tous les rapports à la politique et tous les réflexes qui ont été installés et renforcés par des décennies de pratiques non démocratiques.

S. A. O.

SELLAL A RECONNU QUE LES POLICIERS TRAVAILLAIENT DANS DES CONDITIONS DIFFICILES



Loumis

Djalou@hotmail.com

Non raccordés au gaz naturel à Béjaïa

Des citoyens de quatre communes dénoncent hogra et exclusion

■ Comme prévu la coordination des quatre communes de la daïra de Chemni (Tibane, Chemni, Akfadou et Souk-Oufella) ont observé leur rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya où elle a exigé «le raccordement immédiat des foyers des quatre communes de la daïra en gaz naturel».

Par Hocine Cherfa

Les mécontents ont «dénoncé la hogra et l'exclusion» dont font l'objet leurs communes respectives, comme ils le déclarent et exigent, en même temps, «le raccordement des foyers en gaz naturel dans l'immédiat et sans conditions». «Nous sommes exclus de la deuxième tranche du plan quinquennal visant à raccorder 50 353 foyers dans la wilaya», soulignent-ils en revenant au communiqué des quatre maires de la daïra, la correspondance du wali du 1^{er} septembre 2014, et ils ont également rappelé «les engagements pris par le wali en 2010 à Souk Oufella lors d'une visite de travail». «Nous sommes mobilisés et déterminés à faire aboutir nos revendications et réparer cette injustice», disent-ils. Invité par le wali à qui «une lettre rédigée à ce sujet lui a été remise», ces

derniers étaient mécontents à la sortie de la réunion. «Nous avons discuté avec le wali et ce dernier nous a dit que vos communes seront raccordées dans la troisième tranche de l'actuel quinquennat 2010/2014 qui va débiter en 2015, soit après l'adoption de la loi des finances complémentaires en décembre prochain. Or le programme actuel accuse un énorme retard», disent-ils, ajoutant que «tous les programmes antérieurs sont en retard surtout celui de l'actuel quinquennat, donc il y aura un chevauchement dans l'exécution des programmes et on ne sera pas raccordés avant 2018», sou-

tient Bezza, l'un des membres de la délégation qui a rencontré le wali hier. «Nous avons dit au wali : nous sommes ici au nom de la population des quatre communes pour vous demander le r a c c o r d e m e n t des communes en gaz de ville dans l'immédiat» lance notre interlocuteur. Et d'ajouter: «Nous allons rendre compte aux comités des villages et ce sera à eux d'apprécier la réponse du wali et de l'évaluer», ajoute notre interlocuteur qui était très contrarié, rappelant les engagements antérieurs non tenus des autorités de wilaya.

H. C.

Tichy

Des citoyens ferment une décharge publique

LES ORDURES ménagères commencent à s'entasser dans la conquête de la station balnéaire de Tichy depuis quelques jours. Et c'est la situation qui reste en l'état, la ville côtière de Tichy risque de connaître le même scénario que celui d'Akbou. Et pour cause, la décharge de Tichy située au lieu dit Boutahar, à la limite de la commune de Boukhelifa est fermée depuis trois jours par des citoyens. Ces derniers ont agi suite aux fumées qui se dégageaient de la décharge communale et qui incommodent les habitants. Selon Med Chérif Mameri, président de la commission aménagement du territoire à l'APC de Tichy, «un citoyen a procédé à l'incinération des

ordures ménagères, ce qui a beaucoup incommodé les habitants de Tizi-Ikhelf qui ont fermé la décharge». Une réunion devrait se tenir la fin de la semaine en cours regroupant l'ensemble des associations de la commune afin de trouver une solution à ce problème, sachant que «la Direction de de l'environnement qui voulait lancer une étude pour la réalisation d'un CET intercommunal (Tichy Boukhelifa, Thala Hamza et Aokas) au niveau de Boukhelifa s'est heurtée à des oppositions citoyennes avant même le lancement de l'étude» dira notre interlocuteur qui affirme que «les citoyens ne savent pas ce que c'est un CET».

H. C.

Destinés à la contrebande vers le Maroc

Saisie de 7 quintaux de déchets de cuivre

LES AGENTS des douanes ont procédé, dimanche à Tlemcen, à la saisie de 7 quintaux de déchets de cuivre destinés à la contrebande vers le Maroc, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication de la direction régionale des douanes de Tlemcen.

Cette marchandise a été découverte à bord d'un véhicule utilitaire, lors d'une embuscade

dressée par la brigade du poste de surveillance de Honaine au niveau du carrefour menant au lieu-dit «El Formadja» et Sidi Boulouar, dans la daïra de Remchi, selon la même source.

D'autre part, deux autres personnes ont été arrêtées à bord d'un véhicule, en leur possession 20 grammes de kif traité et la somme de 48 000 DA, lors d'un barrage dressé le même

jour par la brigade polyvalente des douanes de Sidi Bel-Abbès sur l'autoroute Est-Ouest, dans son tronçon reliant Sidi Ali Boussidi (wilaya de Sidi Bel-Abbès) et Tlemcen, a-t-on ajouté. La valeur des marchandises saisies et des deux moyens de transport est estimée à 1,4 million DA et l'amende à plus de 15 millions DA.

Ali B.